

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°165-18

Objet : Désignation du représentant élu de la CoVe à la commission d'appel d'offres des groupements de commande avec les communes membres dans divers domaines

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°165-18

Objet : Désignation du représentant élu de la CoVe à la commission d'appel d'offres des groupements de commande avec les communes membres dans divers domaines

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 8 - III ;

Vu la délibération n°71-14 en date du 30 avril 2014, portant élection des membres de la commission d'appel d'offres permanente de la CoVe ;

Vu la délibération n°17-16 en date du 08 février 2016 autorisant le Président à conclure des groupements de commande avec les communes membres de la CoVe dans divers domaines ;

Considérant les projets de groupements de commande constitués entre la CoVe et certaines de ses communes membres ;

Considérant qu'il y a lieu d'élire un représentant de la CoVe pour constituer la commission d'appel d'offres propre aux groupements de commande qui seront ainsi constitués ;

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'ELIRE Guy Rey comme représentant titulaire de la commission d'appel d'offres des groupements de commande à intervenir avec la CoVe et certaines communes membres, dans les domaines suivants :

- prestations intellectuelles d'accompagnement, d'études, d'assistance et de formation
- prestations de service relatives à l'entretien des bâtiments et des réseaux et voiries (contrôles obligatoires, surveillance, dératissage, nettoyage...)
- travaux d'entretien de bâtiments, des voiries, des espaces verts, de l'éclairage public
- fournitures de travaux de voirie, outillage
- prestations de service relatives à la mécanique automobile (réparations automobiles, contrôles...)
- fournitures relatives à la mécanique automobile (acquisition de véhicules et engins, de carburant, de lubrifiants...)
- fournitures courantes nécessaires au fonctionnement des services (fournitures administratives, produits d'entretien, vêtements de travail et tout matériel nécessaire au fonctionnement des services...)
- alimentation
- prestations de service relatives à la communication (impression, distribution, conception graphique)
- prestations de service et fournitures informatiques
- mobilier urbain
- équipements électroménagers
- énergie.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°166-18

Objet : Représentation de la CoVe au SDIS

Conseil communautaire du 10 septembre 2018
Délibération n°166-18
Objet : Représentation de la CoVe au SDIS

Le conseil de communauté,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de financement des services d'incendie et des secours,

Considérant que la Cove a désigné pour la mandature 2014-2020 son représentant titulaire et son suppléant au conseil d'administration du SDIS de Vaucluse, respectivement en les personnes de Guy Rey et d'Eric Ughetto,

Sur la demande du président, titulaire de la représentation de la CoVe au conseil d'administration du SDIS,

Après en avoir délibéré et avoir procédé à la désignation dans les formes légales et réglementaires,

Décide

Article unique : DE MODIFIER la représentation de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès du conseil d'administration du service d'incendie et de secours de Vaucluse comme suit:

Titulaire : Eric UGHETTO

Suppléant : Guy REY

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOÙ à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°167-18

Objet : Débat d'orientations budgétaires 2019

Conseil communautaire du 10 décembre 2018
Délibération n°167-18
Objet : Débat d'orientations budgétaires 2019

Le Conseil communautaire,

Vu les articles L.2312-1 et L 5211-36 du code général des collectivités territoriales prévoyant la tenue d'un débat d'orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Vu la présentation des orientations budgétaires pour l'année 2019, dont le rapport est annexé à la présente délibération,

Après en avoir débattu,

Décide

Article unique : DE PRENDRE ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires - Budget primitif 2019.

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018

Publication par affichage le : 13 DEC 2018

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES – BP 2019

RAPPORT DE PRESENTATION

Références : articles L 2312-1 et D 2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales

A- LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

1- Le contexte

Après une année 2018 marquée par l'arrêt des baisses systématiques des dotations aux collectivités, le contexte national tel qu'il s'entrevoit pour l'année 2019 ne devrait pas générer de bouleversements majeurs dans les équilibres financiers des structures intercommunales.

On peut noter toutefois l'annonce d'une réforme de la dotation d'intercommunalité applicable dès 2019, dont les contours précis sont encore en discussion, mais qui devrait introduire le paramètre du revenu par habitant dans le calcul de la dotation, ainsi qu'une unification de la valeur de point quelle que soit la catégorie d'EPCI. Difficile cependant à ce stade, faute de simulation, d'en déduire une tendance, positive ou négative, une fois appliqués ces nouveaux éléments au cas particulier de la CoVe. Reste un élément objectif en matière d'évolution de la dotation d'intercommunalité de la CoVe pour 2019 : le coefficient d'intégration fiscale pris en compte pour la dotation 2019 devrait être nettement amélioré du fait du transfert total en 2017 de la compétence petite enfance et de la compétence promotion du tourisme. La prospective financière jointe en annexe mise au final, en prenant en compte l'effet positif sur le CIF d'une part, l'incertitude des conséquences de la réforme d'autre part, sur une stabilisation du montant de la dotation d'intercommunalité pour 2019, et une légère baisse les années suivantes.

Autre élément de contexte : la poursuite de la suppression progressive de la taxe d'habitation. En 2018, pour 80 % des contribuables (ceux dont les ressources ne dépassent pas certains plafonds), un abattement de 30 % du montant de la taxe a été appliqué (uniquement sur la résidence principale). Cet abattement sera porté à 65 % en 2019 pour ces mêmes contribuables puis à 100 % en 2020. Pour ces trois années, une neutralité financière complète est assurée aux collectivités (l'abattement prend la forme d'un dégrèvement assumé par l'Etat). A partir de 2021, il est annoncé une suppression totale de la taxe d'habitation cette fois pour l'ensemble des contribuables. A ce jour, on ne sait pas par quel mécanisme financier la compensation aura lieu pour les structures intercommunales : affectation d'un impôt d'Etat ou d'un impôt perçu par le Département ? Dotation d'Etat pour compenser le manque à gagner ?

Dans la prospective, l'hypothèse retenue pour 2021 est la stabilisation du produit au niveau du montant de 2020.

Enfin, toujours dans les éléments de contexte national, le niveau des taux d'intérêt reste très faible (en dessous de 2 % en taux fixe pour des durées d'emprunts de 20 ans), ce qui devrait permettre de boucler la campagne de financement par emprunt de 2019 dans des conditions favorables.

En ce qui concerne le contexte local, 2018 aura été la première année de financement par la CoVe de la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations), compétence exercée à travers l'adhésion de la CoVe à trois syndicats intercommunaux correspondants aux trois bassins versants présents sur notre territoire. Pour les années à venir, une augmentation de la charge financière est attendue pour cette compétence, du fait du lancement des études de système d'endiguement, des évolutions de mode de calcul des contributions, et de la montée en charge de certains programmes de travaux.

L'estimation à ce stade de cette augmentation par rapport au coût de 2018 est de + 150 k€

pour 2019, puis l'hypothèse de surcoût dans la prospective passe à + 200 k€ en 2020 et + 250 k€ en 2021. Au-delà de ces trois années, la CoVe comme tous les EPCI aura à faire face à une augmentation probablement beaucoup plus conséquente des coûts d'exercice de cette compétence, dès lors que commenceront à être engagés les travaux de mise en œuvre des systèmes d'endiguement. Dans ce contexte, la question se pose de la mise en place pour 2020 de la taxe GEMAPI. Le montant de cette taxe, lorsqu'on souhaite la mettre en œuvre, doit être voté annuellement avant le 1er octobre de l'année précédente. Il n'y a pas de montant minimum, et le montant maximum est de 40 € par habitant soit environ 2,8 millions d'euros pour la CoVe. Le produit dégagé par cette taxe doit être intégralement affecté au financement de dépenses liées à la compétence GEMAPI. Sur la base du produit voté par le conseil de communauté, les services de l'Etat procèdent à une répartition sur les différentes taxes locales (taxe sur le foncier bâti, cotisation foncière des entreprises, taxe d'habitation, taxe sur le foncier non bâti). Ainsi, chaque contribuable concerné par ces différentes taxes voit son montant de taxe annuelle augmenté de la part GEMAPI.

La prospective financière jointe au présent rapport a intégré une hypothèse de taxe GEMAPI de 200 k€ en 2020 et 250 k€ en 2021.

Autre élément à noter pour 2019 : la hausse probable des coûts de traitement, tri et transport de nos déchets, qui sera effective à l'occasion du renouvellement de nos marchés en cette fin d'année 2018.

Enfin, la CoVe sera concernée en 2020 par une évolution majeure du périmètre de ses compétences, avec l'intégration des compétences eau potable, assainissement et eaux pluviales urbaines. Les deux premières d'entre elles étant des services publics à caractère industriel et commercial, cette intégration, quels que soient les modes de gestion qui seront retenus (transfert à un ou des syndicats intercommunaux, régie, délégation de service public), devrait s'opérer dans un cadre de neutralité financière pour la CoVe. Pour la compétence eaux pluviales urbaines, l'étude d'accompagnement au transfert de ces trois compétences, qui doit démarrer au tout début de l'année 2019, doit nous aider à définir les contours et les modalités d'exercice de cette compétence, et à partir de là d'en déduire l'éventuel impact financier au-delà du seul transfert de charges réglementaire.

2- Evolution de la situation financière de la CoVe jusqu'à ce jour

L'année 2018 aura finalement été comme les deux années précédentes une année de transition en matière de dépenses d'équipement avec 5 millions d'euros environ de dépenses d'équipement attendues ; opération « ma première usine » sur le site du marché gare, réfection de la toiture de la graineterie Roux, renouvellement de véhicules de collecte des OM, participation au doublement de la voie de contournement sud-ouest de Carpentras, et aide à la réalisation de logements sociaux sont les principaux secteurs dans lesquels la CoVe a investi en 2018. Mais beaucoup de programmes de travaux ont démarré un peu plus tard que prévu, ou bien sont encore à ce jour en cours d'étude.

Ce différé constaté sur les dépenses d'investissement a eu pour conséquence de ne pas avoir eu recours à l'emprunt sur le budget principal en 2018. L'endettement sur ce budget à fin 2018 devrait donc s'établir à 17,5 millions d'euros, soit 1,3 millions de moins que fin 2017. L'épargne brute, qui s'était stabilisée en 2017, après une forte baisse en 2016, devrait légèrement diminuer en 2018 (moins 373 k€), chiffre à mettre en parallèle avec la baisse encore significative des dotations que l'Etat a versé à la CoVe en 2018 (moins 184 k€). Au final le ratio d'équilibre (dette/épargne brute) affiche une valeur un peu plus élevée en prévisionnel à fin 2018 (5,9 contre 5,6 à fin 2017), restant ainsi à un niveau satisfaisant.

3- Prospective et engagements pluriannuels

Les axes stratégiques définis en début de mandat continueront à orienter les choix budgétaires de l'année 2019.

- Développement économique :

- Sur le site stratégique du marché gare de Carpentras le programme de travaux de réhabilitation du site, dont le montant total est actualisé à 2 601 k€, se poursuit sur 2019 avec la réalisation des travaux de sécurisation du site, l'aménagement du lotissement Durbesson, et divers autres travaux de réhabilitation (bâtiment « propulseur », bâtiment carpensud...).
- L'autre programme d'envergure encore en cours sur le site est la création d'une pépinière d'entreprises sur le site du château Durbesson (autorisation de programme de 1,2 M€), dont les travaux doivent s'achever dans le courant de l'année 2019.
- L'aménagement de l'espace d'activités économiques du Piol à Mazan a démarré en 2018 par la requalification de la voirie de la zone existante (Piol 1) (autorisation de programme d'un montant actualisé à 630 k€) Les travaux relatifs à la zone nouvelle (Piol 2), dont le coût d'opération (hors acquisitions foncières) est évalué à 3 216 k€, devraient démarrer sur le premier semestre 2019. Ils sont retracés sur le budget annexe de l'espace économique du Piol 2.
- Sur le bâtiment de l'ancienne gare de Carpentras le projet de gare numérique arrive en fin de phase d'étude en cette fin d'année 2018. Les travaux devraient donc démarrer dès le début d'année 2019, pour un coût d'opération (part CoVe) évalué à 2 600 k€.

- Proximité :

- Un effort important sera à nouveau accompli en 2019 pour optimiser notre activité de gestion des déchets. 2,9 millions d'euros devraient être dépensés en investissement sur ce secteur (création de la déchetterie de Carpentras, mise en œuvre d'un contrôle d'accès dans nos déchetteries, modernisation du quai de transfert de Lorient, poursuite du programme de conteneurs enterrés, renouvellement des véhicules de collecte)
- Le soutien aux communes se poursuit à travers les fonds de concours versés (fonds de concours exceptionnel, fonds de concours équipement sportifs, fonds de concours équipements de collecte des déchets enterrés), et l'assistance technique apportée (mise à disposition de service, services communs, groupements de commande...).

- Quelle traduction budgétaire ?

La prospective financière a été construite comme les années précédentes dans le respect de l'objectif fixé en début de mandature de ne pas augmenter les taux de fiscalité sur les taxes existantes. Les hypothèses d'évolution des recettes fiscales reposent donc sur la seule variation des bases. Elles tiennent compte notamment de la dynamique passée et des évolutions de population à venir. Les évolutions retenues des produits fiscaux sont les suivants :

- Taxe d'habitation : + 2,0 % par an jusqu'en 2020
- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères : + 2,2 % par an
- Cotisation foncière des entreprises : + 2,5 % par an
- Cotisation à la valeur ajoutée des entreprises : + 10,3 % en 2019 (chiffre DGFIP), puis + 2,5 % par an à partir de 2020
- Taxe sur les surfaces commerciales : + 2,5 % par an

En ce qui concerne les autres recettes, le FPIC ne devrait plus progresser compte tenu des annonces faites au niveau national. Le poste « autres recettes » a été prévu en augmentation de 1,0 % par an.

En dépenses de fonctionnement, en dehors de la ligne « charges de personnel » qui sera étudiée dans la seconde partie du rapport, l'enveloppe des fonds de concours versés aux communes évoluerait de la manière suivante :

-Fonds de concours « voirie » : stabilisation de l'enveloppe au niveau atteint en 2018

-Fonds de concours « ex DSC » : enveloppe augmentée de 10% de la hausse en valeur absolue du produit fiscal de la CoVe (soit + 2,0 % pour 2019, + 1,3 % en 2020, + 0,6 % en 2021).

Le poste « réseau transport » dont l'évolution a été sensiblement contenue en 2018 suite à l'effort d'optimisation du réseau demandé à notre délégataire, augmente en 2019 et les années suivantes sous l'effet des règles d'indexation du contrat de délégation.

Sur le poste « autres dépenses » : poursuite de l'effort d'optimisation, atténué par les effets de l'augmentation des dépenses sur les compétences Gemapi et gestion des déchets (évolution de ce poste : + 3,6 % en 2019, + 1,4 % par an à partir de 2020).

En section d'investissement, le choix a été fait cette année, compte tenu des données de plus en plus précises dont nous disposons sur les accords de subventions, de porter de manière détaillée projet par projet ces recettes attendues dans la prospective.

Enfin, l'équilibre général se fait par l'emprunt, ce qui occasionne, compte tenu des importantes dépenses d'équipement programmées pour 2019, une évolution prévisible de notre endettement de + 5,8 millions d'ici fin 2019, puis une baisse attendue à partir de 2020 (22,0 Millions d'€ d'encours prévisionnel à fin 2021).

Le tableau ci-dessous présente le détail de la structure de notre dette en projection au 31/12/2019, sur la base des seuls emprunts présents dans notre encours au 31/12/2018.

L'ensemble des emprunts présents sont classés « sans risques » (charte Gissler catégorie A1). Les emprunts à taux fixes représentent 62 % de l'encours prévisionnel. Les emprunts à taux variable 38 %, dont 22 % sur index monétaires (euribor/TAG-TAM) et 16 % sur livret A.

En ce qui concerne la politique d'emprunt qui sera poursuivie en 2019, l'objectif est de rester sur une part de taux fixe dans l'encours total comprise entre 60 % et 80 %, en s'approchant toutefois de la partie haute de la fourchette si le niveau des taux reste aussi bas qu'en 2018.

Etat prévisionnel de la dette au 31/12/2019 sur la base des emprunts contractés au 31/12/2018 - Budget Principal

	Capital restant dû au 31/12/2018	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
			Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/2018 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	
163 Emprunts obligataires (Total)								
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)	18 025 845,21					1 365 819,06	396 633,93	49 698,21
1641 Emprunts en euros (total)	15 025 845,21					1 248 619,06	396 633,93	49 698,21
001005	437 500,00	3,33	F	Taux fixe	4,66 %	125 000,00	24 028,12	3 341,29
001011	296 306,60	14,75	V	(Euribor 12 M-Floor + 0,08 sur Euribor 12 M) + 0,08	0,02	16 081,07	0,00	68,16
1014	88 479,37	8,97	F	Taux fixe	3,917 %	10 760,24	3 781,68	105,90
1015	221 107,71	8,97	F	Taux fixe	3,917 %	26 900,88	9 454,16	264,74
1019	255 000,00	8,5	F	Taux fixe	4,67 %	30 000,00	12 784,13	0,00
1020	346 367,69	8,88	F	Taux fixe	5,2 %	23 468,57	18 672,47	2 121,88
1024	2 133 333,31	7,91	F	Taux fixe	3,81 %	266 666,67	93 640,00	8 851,11
1025	1 050 412,71	23,25	V	Euribor 03 M + 1,42	1,14	39 460,52	12 042,17	3 094,88
1026	1 141 877,50	23,5	V	Euribor 03 M + 1,3	1,02	42 389,08	11 685,13	3 025,60
1027	1 053 620,69	23,62	V	Libor A + 1	1,73	38 674,63	18 738,37	1 478,67
1028	1 850 000,00	9	F	Taux fixe	3,18 %	200 000,00	62 805,00	14 544,08
1029	1 345 758,27	9,25	F	Taux fixe	3,26 %	122 729,21	48 382,47	0,00
1030	861 896,37	25,17	V	Libor A + 1	1,73	36 879,08	17 490,50	1 374,93
1031	505 000,00	25,17	V	Libor A + 1	1,73	20 000,00	8 997,42	707,28
1032	87 830,09	4,4	F	Taux fixe	4,01 %	17 362,27	4 619,21	2 342,90
1036	840 465,48	16,12	F	Taux fixe	1,92 %	43 660,14	18 662,22	2 017,12
1038	586 261,43	11,91	F	Taux fixe	1 %	44 352,16	5 960,16	473,55
1040	57 849,05	5,08	F	Taux fixe	6,09 %	7 799,61	3 998,00	3 219,64
1041	23 482,12	1	F	Taux fixe	5,87 %	10 773,84	2 010,82	1 374,57
1043	878 406,82	12,91	F	Taux fixe	1,15 %	82 151,41	10 526,03	839,89
1044	855 000,00	17,79	F	Taux fixe	1,34 %	47 500,00	11 854,81	2 350,05
1643 Emprunts en devises (total)								
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)	1 000 000,00					125 000,00	0,00	0,00
001017	1 000 000,00	7,92	V	(TAG 03 M(Postfixé) + 0,1)-Floor -0,1 sur TAG 03 M(Postfixé)	0,00	125 000,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)								
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)								
1671 Avances consolidées du Trésor (total)								
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)								
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)								
1676 Dettes envers locataires-équarisseurs (total)								
1678 Autres emprunts et dettes (total)								
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)	48 479,38					14 537,90	0,00	0,00
1081 Autres emprunts (total)	48 479,38					14 537,90	0,00	0,00
1033	4 425,50	4,87	F	Taux fixe	0 %	885,10	0,00	0,00
1035	13 831,20	5,67	F	Taux fixe	0 %	2 305,20	0,00	0,00
1039	6 640,48	1,67	F	Taux fixe	0 %	2 820,20	0,00	0,00
1042	1 500,00	0,67	F	Taux fixe	0 %	1 500,00	0,00	0,00
1045	21 082,20	2,67	F	Taux fixe	0 %	7 027,40	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)								
1687 Autres dettes (total)								
Total général	16 072 324,51					1 380 156,96	396 633,93	49 698,21

Au final, en prenant en compte l'ensemble de ces hypothèses, le ratio Dette / Epargne Brute atteint un pic en 2019 à 8,9 années puis rebaisse pour s'établir à 8,3 en 2020 et 8,5 en 2021.

B- EFFECTIFS ET REMUNERATION

1- Structure des effectifs

	31/12/2017
Effectif global des agents en position d'activité	445
Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	316
Contractuels sur emploi permanent	47
Dont remplaçants	42
Agents sur emploi non permanent	76
Total des contractuels	123
Emplois aidés	6
Service civique	0
Assistants maternels	0

Le taux d'administration* de la CoVe est de **5.56 agents pour 1000 habitants.**

*(FTP/Pon totale)x1000

L'effectif sur emplois permanents, par filière et par catégorie, rémunéré au 31/12/17 se présente comme suit :

Filières	A		B		C		Total	
	Taux de féminisation	Effectif de la catégorie	Taux de féminisation	Effectif de la catégorie	Taux de féminisation	Effectif de la catégorie	Taux de féminisation	Total
Administrative	65,22%	23	81,82%	11	91,67%	36	81,43%	70
Technique	42,86%	7	25,00%	8	28,65%	185	29,00%	200
Culturelle	0,00%	1	100,00%	6	100,00%	2	88,89%	9
Sport		0	27,27%	11		0	27,27%	11
Social		0	86,67%	15	100,00%	5	90,00%	20
Médico-sociale	100,00%	9		2	97,44%	39	98,00%	50
Animation		0		0	100,00%	3	100,00%	3
Totaux	67,50%	40	66,04%	53	49,63%	270	53,99%	363

2- durée et organisation du travail

La répartition des effectifs de fonctionnaires, par sexe, selon la durée du travail

Le 31/12/2017								
	A		B		C		T	% de l'effectif
	H	F	H	F	H	F		
Emplois TNC < 17h30						2	2	0,63%
17h30 <= Emplois TNC < 28h						5	5	1,58%
28h < Emplois TNC						17	17	5,38%
Totaux des emplois à temps non complet	0	0	0	0	0	24	24	7,59%
Agents TP < 80%				2		4	6	1,90%
80% <= Agents TP < 90%		4		8		26	38	12,03%
90% <= Agents TP						3	3	0,95%
Sous total - emplois occupés à temps partiel	0	4	0	10	0	33	47	14,87%
Emplois TC hors TP	12	22	17	20	104	70	245	77,53%
Emplois à Temps Complet	12	26	17	30	104	103	292	92,41%

3- Rémunération

Pour l'exercice 2017, les charges de personnel s'élevaient à 15 080 000 €. La rémunération des agents pour l'année 2017 se présente comme suit :

Fonctionnaires	2017
Total des rémunérations brutes (**)	7 991 253,00 €
dont primes et indemnités article 111 (avantages collectifs)	337 130,00 €
dont autres primes et indemnités (IHTS, article 88)	850 670,00 €
dont NBI	69 720,00 €
Non-titulaires sur emploi permanent	
Total des rémunérations brutes	912.678,00 €
dont primes et indemnités	71.552,00 €
Non-titulaires sur emploi non permanent	
Total des rémunérations brutes	1.395.746,00 €
Totaux	10.299.677,00 €

La part des indemnités dans la rémunération se présente ainsi :

	CoVe 2017
Fonctionnaires	25,51 %
Non-titulaires sur emploi permanent	15,21 %

4- Evolution prévisionnelle pour l'année 2019

	31/12/2017	31/12/2019	Variation 2019/2017	
Effectif global des agents en position d'activité	439	445		+ 6
Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	316	319		+ 3
Contractuels	123	126		+ 3

Les charges de personnel prévisionnelles pour l'année 2019 s'élèveront à 16 236 000 €.

COVE : PROSPECTIVE FINANCIERE CA 2014-2021

en K€ TTC	2014	2015	15/14	2016	16/15	2017	17/16	2018	18/17	2019	19/18	2020	20/19	2021	21/20
Charges de personnel	11 110	11 274	1,5%	12 043	6,8%	15 080	25,2%	15 623	3,6%	16 236	3,9%	16 560	2,0%	16 892	2,0%
Confinement incendie	2 384	2 384	0,0%	2 384	0,0%	2 366	-0,8%	2 374	0,3%	2 393	0,8%	2 412	0,8%	2 431	0,8%
Attribution de compensation (nette)	9 968	9 612	-3,6%	9 485	-1,3%	7 695	-18,9%	7 485	-2,7%	7 468	-0,2%	7 483	0,2%	7 485	0,0%
Fonds de concours (ex dol voirie)	479	486	1,5%	494	1,6%	501	1,4%	511	2,0%	511	0,0%	511	0,0%	511	0,0%
DSC/Fonds de concours(part communes)	2 427	2 547	4,9%	2 566	0,7%	2 579	0,5%	2 625	1,8%	2 677	2,0%	2 710	1,3%	2 727	0,6%
DSC (part terrasses du ventoux)	162	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%
Réseau TransCoVe	3 694	4 086	10,6%	4 018	-1,7%	4 005	-0,3%	3 840	-4,1%	3 922	2,1%	4 005	2,1%	4 090	2,1%
Autres dépenses courantes	10 164	9 753	-4,0%	9 692	-0,6%	11 074	14,3%	11 663	5,3%	12 079	3,6%	12 250	1,4%	12 422	1,4%
TOTAL DEPENSES COURANTES	40 388	40 304	-0,2%	40 844	1,3%	43 462	6,4%	44 283	1,9%	45 447	2,6%	46 094	1,4%	46 721	1,4%
DGF -dotation d'intercommunalité	2 958	2 108	-28,7%	1 067	-49,4%	744	-30,3%	654	-12,1%	650	-0,6%	630	-3,1%	610	-3,2%
DGF - dotation de compensation	4 881	4 775	-2,2%	4 683	-1,9%	4 553	-2,8%	4 459	-2,1%	4 348	-2,5%	4 239	-2,5%	4 133	-2,5%
CFE	6 034	6 391	5,9%	6 358	-0,5%	6 535	2,8%	6 679	2,2%	6 846	2,5%	7 017	2,5%	7 193	2,5%
CVAE	2 441	2 408	-1,4%	2 360	-2,0%	2 427	2,9%	2 517	3,7%	2 775	10,3%	2 844	2,5%	2 915	2,5%
TASCOM	736	701	-4,8%	840	19,8%	1 052	25,2%	837	-20,4%	858	2,5%	879	2,5%	901	2,5%
IFER	270	278	3,0%	307	10,4%	329	7,2%	332	0,9%	337	1,5%	342	1,5%	347	1,5%
Taxe d'Habitation (puis recettes de substitution)	8 123	8 523	4,9%	8 449	-0,9%	8 613	1,9%	8 796	2,1%	8 972	2,0%	9 151	2,0%	9 151	0,0%
Foncier non bât +taxe additionnelle	166	166	0,0%	172	3,6%	176	2,3%	176	0,0%	176	0,0%	176	0,0%	176	0,0%
DCRTP + GIR	1 300	1 300	0,0%	1 300	0,0%	1 300	0,0%	1 299	-0,1%	1 299	0,0%	1 299	0,0%	1 299	0,0%
FPIC	383	514	34,2%	636	23,7%	599	-5,7%	610	1,8%	610	0,0%	610	0,0%	610	0,0%
TEOM	8 459	8 679	2,6%	8 948	3,1%	9 115	1,9%	9 317	2,2%	9 522	2,2%	9 731	2,2%	9 946	2,2%
Taxe Gemapi												200		250	25,0%
Rôles supplémentaires fiscalité	280	1 043	272,5%	180	-82,8%	333	85,4%	300	-9,9%	300	0,0%	300	0,0%	300	0,0%
Réseau TransCoVe	2 898	2 986	3,0%	2 941	-1,5%	2 968	0,9%	2 984	0,5%	2 999	0,5%	3 014	0,5%	3 029	0,5%
Recettes marché gare	582	100		100		100		100		100		100		100	
Autres recettes courantes	6 249	6 558	4,9%	6 195	-5,5%	8 423	36,0%	8 637	2,5%	8 723	1,0%	8 810	1,0%	8 898	1,0%
TOTAL RECETTES COURANTES	45 760	46 530	1,7%	44 534	-4,3%	47 267	6,1%	47 697	0,9%	48 514	1,7%	49 344	1,7%	49 859	1,0%
RESULTAT COURANT	5 372	6 226	15,9%	3 690	-40,7%	3 805	3,1%	3 414	-10,3%	3 067	-10,2%	3 250	6,0%	3 138	-3,4%
Charges financières	524	521	-0,6%	488	-6,3%	450	-7,8%	432	-4,0%	457	5,8%	557	22,0%	549	-1,6%
Produits financiers	0	0		0		0		0		0		0		0	
RESULTAT FINANCIER	-524	-521	-0,6%	-488	-6,3%	-450	-7,8%	-432	-4,0%	-457	5,8%	-557	22,0%	-549	-1,6%
EPARGNE BRUTE	4 848	5 705	17,7%	3 202	-43,9%	3 355	4,8%	2 982	-11,1%	2 610	-12,5%	2 692	3,1%	2 589	-3,8%

en K€ TTC	2014	2015	15/14	2016	16/15	2017	17/16	2018	18/17	2019	19/18	2020	20/19	2021	21/20
Charges exceptionnelles	184	4	-97,8%	14	250,0%	8	-43,6%	10	26,6%	788	7780,0%	10	-98,7%	10	0,0%
Cessions immobilières (y compris aux BA de zones)	171	8	-95,3%	2 195		659	-70,0%	774	17,5%	500	-35,4%	700	40,0%	0	-100,0%
Autres produits exceptionnels	385	51	-86,8%	129	152,9%	432	234,9%	170	-60,6%	1 098	545,9%	20	-98,2%	20	0,0%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	372	55		2 310		1 083		934		810		710		10	
RESULTAT FONCT. DE L'EXERCICE	5 220	5 760	10,3%	5 512	-4,3%	4 438	-19,5%	3 916	-11,8%	3 420	-12,7%	3 402	-0,5%	2 599	-23,6%
Rembt capital de la dette	1 114	1 248	12,0%	1 288	3,2%	1 263	-1,9%	1 369	8,4%	1 530	11,8%	1 766	15,4%	1 817	2,9%
Avance BA aménagement zones	0	0		1 150		930		110		2 600		0		500	
Fonds de concours exceptionnel	62	103		59		106		67		173		30		0	
Dotation initiale régie marché gare				50		0		12		453		307		0	
Co maîtrise ouvrage gare numérique (part ville)						1									
Dépenses d'équipement	8 603	5 926	-31,1%	4 278	-27,8%	3 924	-8,3%	4 802	22,4%	13 574	182,7%	6 849	-49,5%	4 942	-27,8%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9 779	7 277	-25,0%	6 825	-6,2%	6 224	-8,8%	6 360	2,2%	18 330	188,2%	8 953	-51,2%	7 259	-18,9%
Emprunts	3 776	25	-99,3%	1 225	4800,0%	1 985	62,0%	0	-100,0%	7 371	#DIV/0!	852	-88,4%	1 478	73,6%
FCTVA	498	1 007	102,2%	404	-59,9%	543	34,5%	332	-38,9%	528	58,9%	586	11,1%	338	-42,3%
Rembt avance BA amén. zones	0	200		600		620		750		550		1 700		1 850	
Co maîtrise ouvrage gare numérique (part ville)						0		13		453		307		0	
Autres recettes d'investissement	1 480	1 375	-7,1%	300	-78,2%	545	81,7%	217	-60,2%	539	148,2%	2 105	290,9%	993	-52,8%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	5 754	2 607	-54,7%	2 529	-3,0%	3 693	46,0%	1 312	-64,5%	9 440	619,4%	5 550	-41,2%	4 660	-16,1%
RESULTAT INV. DE L'EXERCICE	-4 025	-4 670	16,0%	-4 297	-8,0%	-2 531	-41,1%	-5 048	99,4%	-8 890	76,1%	-3 402	-61,7%	-2 599	-23,6%
SOLDE D'EXEC. DE L'EXERCICE	1 195	1 090		1 216		1 908		-1 132		-5 470		0		0	
RESULTAT DE CLOTURE CUMULE	2 891	3 929	35,9%	5 194	32,2%	7 102	36,7%	5 970	-15,9%	500	-91,6%	500	0,0%	500	0,0%
Restes à réaliser dép. d'investissement	977	1 214		841		911									
Restes à réaliser rec. d'investissement	810	1 376		761		318									
RESULTAT GLOBAL CUMULE	2 724	4 091		5 114		6 509		5 970		500		500		500	
Dette au 31/12	19 246	18 024		18 099		18 820		17 451		23 292		22 377		22 039	
Dette au 31/12 sur épargne brute	4,0	3,2		5,7		5,6		5,9		8,9		8,3		8,5	

Programmation pluriannuelle des investissements 2014-2021									
en k€	CA2014	CA2015	CA2016	CA2017	CA2018	CA2019	CA2020	CA2021	total 2014- 2020
VOIRIE									
Programme voiries intercommunales	21	32	16	0	0	100	100	100	269
Acquisition véhicules / matériel	199	28	93	17	20	20	120	20	497
GESTION DES DECHETS									
Quai de transfert Loriot			10	5	25	200	600	0	840
Quai de transfert Caromb					4	146	0	0	150
Déchetterie de Carpentras	0	1	0	82	30	1 287	0	0	1 400
Programme de mise aux normes des déchetteries									
Programme conteneurs enterrés	0	29	257	312	40	99	0	0	737
Contrôle accès déchetteries	0	0	0	18	16	166	0	0	200
Autres programmes gestion des déchets	681	0	0	0	22	180	0	0	202
					0	0	0	0	681
Acquisition véhicules / matériel + maintenance équipements	168	1 093	1 468	760	850	850	850	850	6 039
ENVIRONNEMENT									
Divers programmes + matériel	3	52	81	58	13	52	52	52	311
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE									
Marché gare Carpentras (foncier+études+travaux carreau)	2 258	28	0	0	0	0	0	0	2 286
Marché Gare - programme 2015-2019	4	188	258	26	60	1 958	100	0	2 594
Mon premier Bureau		0	26	43	150	981	0	0	1 200
Ma première usine		10	29	226	1 540	47	0	0	1 852
Acquisition foncière ancienne gare de Carpentras			0	659	0	0	0	0	659
Acquisitions foncières développement	0	11	0	0	0	650	500	500	1 161
Requalification ZA du Plo1 1 à Mazan	0	0	0	33	150	452	0	0	635
Gare numérique			20	21	40	1 500	1 019	0	2 600
Acquisition matériel / maintenance	104	65	98	61	60	60	60	60	508

en k€	CA2014	CA2015	CA2016	CA2017	CA2018	CA2019	CA2020	CA2021	total 2014- 2020	CA2018	CA2019	CA2020	CA2021
ACTION EN MILIEU SCOLAIRE													
Ecole de Suzette	18	14	204	9	0	0	0	0	245				
Mise en accessibilité école St Pierre	1	222	303	0	0	0	0	0	526				
Travaux accessibilité et sécurité incendie école Modène					60	18	0	0	78				
Acquisition matériel - maintenance	67	45	49	95	47	47	47	47	397				
TRANSPORTS													
PEM de Carpentras	2 177	1 565	79	60	42	333	0	0	4 256	193			
Liaison ferroviaire Avignon - Carpentras	1 078	374	3	11	0	651	267	0	2 384				
Contresens Bd Clémenceau			0	79	0	0	0	0	79				
Terradou (quai + pergola)					0	250	0	0	250				
Programme mise en accessibilité arrêts			110	6	20	160	90	90	386				
Acquisition matériel - maintenance	104	75	24	9	15	15	15	15	257				
URBANISME ET HABITAT													
Subventions logements locaux	390	397	445	346	292	1 100	830	724	3 800	52	17	200	177
Réserves foncières	356	137	0	5	10	200	100	100	808				
Voie sud-ouest Carpentras	0	0	0	0	375	375	0	0	750				
Accessibilité - acqu. matériel - maintenance	39	64	12	68	15	15	15	15	228				
EQUIPEMENTS SPORTIFS - AERODROME													
Aide à la réalisation d'équipements sportifs de proximité	0	0	34	134	153	400	455	0	1 176				
Séparation et mise aux normes installations électriques hangars aérodrome					5	235	0	0	240				
Acquisition matériel - maintenance	68	30	39	9	12	17	17	17	192				

	CA2014	CA2015	CA2016	CA2017	CA2018	CA2019	CA2020	CA2021	Total 2014- 2020
ACTION SOCIALE - PETITE ENFANCE									
Modernisation aire accueil Intercommunale gens du voyage	31	859	27,5	0	0	0	0	0	918
Extension cour crèche Aubignan				82	0	0	0	0	82
Mise aux normes crèches Carpentras (transfert)				59	20	127	0	0	206
Acquisition matériel - maintenance	94	114	79	186	120	150	150	150	893
CULTURE									
CIAP	95	14	14	8	0	10	10	10	151
Graineterie	0	4	0	14	150	0	0	0	168
Divers programmes + matériel et maintenance	53	51	46	6	35	15	15	15	221
TOURISME ET AGRICULTURE									
Fds de concours Malaucène aménagement source du Groseau				0	0	260	260	0	520
Fds de concours Bédoin Projet touristique Platrières de Malaucène	103	54	4	4	0	0	0	0	200
Divers programmes + matériel et maintenance	46	2	14	42	13	5	5	5	165
									127
ADMINISTRATION GENERALE									
Réaménagement locaux CoVe	36	261	76	28	160	0	0	0	561
Liaison fibre Ville-CoVe		0	67	75	12	71	0	0	225
Acquisition matériel - maintenance	409	104	290	268	226	172	172	172	1 641
PROVISION non affectée	0	0	0	0	0	0	1 000	2 000	1 000
TOTAL GENERAL	8 603	5 923	4 278	3 924	4 802	13 574	6 849	4 942	47 952

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBLAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°168-18

Objet : Attribution d'un fonds de concours pour les équipements sportifs communaux de proximité au profit de la commune de Bédoin

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°168-18

Objet : Attribution d'un fonds de concours pour les équipements sportifs communaux de proximité au profit de la commune de Bédoin
Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité en matière d'équipements sportifs, dans le respect des dispositions de l'article du Code Général des Collectivités Territoriales susvisé,

Vu l'autorisation de programme votée le 16 février 2015 pour le versement de fonds de concours d'aide aux investissements en matière d'équipements sportifs des communes, modifiée le 6 février 2017, et les crédits de paiement inscrits au budget,

Vu le règlement d'intervention du soutien de la CoVe au financement d'équipements sportifs inter-communaux et communaux de proximité, adopté par délibération n°102-17 en date du 19 juin 2017,

Vu le dossier du projet de construction d'une salle des sports, présenté par la commune de Bédoin,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours de 120 000€ à la commune de Bédoin pour un équipement sportif communal de proximité, conformément au tableau de répartition ci-dessous :

Commune	Projet	Montant des travaux en € HT	Montant fonds de concours en €
Bédoin	Construction d'une salle des sports	553 001,40	120 000

Le dossier comportant le plan de financement de ce projet est joint en annexe de la présente.

Article 2 : DE CONDITIONNER le versement de ce fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe, qui sera fourni et posé par la CoVe, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. Il devra être restitué à la CoVe à l'issue du chantier. La mention de cette participation devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse. Les diverses manifestations (1^{ère} pierre, visites de chantier, inauguration...) relatives à la construction/rénovation de l'équipement devront en outre être organisées en concertation avec le service communication de la CoVe.

Article 3 : DE VERSER à la commune de Bédoin ce fonds de concours conformément aux dispositions du règlement d'intervention.

Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au Budget principal sur le compte COP-2041411-4140-AP2.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Transmis en Préfecture le : 11 DEC 2018

Publication par affichage le : 13 DEC 2018

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



EXTRAIT DU REGISTRE

Pour l'autorité compétente par délégation

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Département de VAUCLUSE
Arrondissement de CARPENTRAS

COMMUNE DE BÉDOIN

Séance du 17 septembre 2018

Nombre de membres :
Afférents au conseil Municipal : 23
En exercice : 23
Qui ont pris part à la délibération : 22
Dont pouvoirs : 5
Date de la convocation : 13/09/2018
Date d'affichage : 13/09/2018

L'an deux mil dix huit, le dix sept septembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la commune de BÉDOIN, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Luc REYNARD.

Étaient présents : M. Luc REYNARD, M. Jean-Marc PETIT, Mme Béatrice ROUX, M. Dominique ROUYER, Mme Colette LECLERCQ, M. Denis FORT, Mme Nathalie REYNARD, M. Pierre COLIN, Mme Janine TREVILY, Mme Michèle MASSENDÈS, Mme Chantal BLANC, M. Michel DELL'INNOCENTI, M. Jean-Louis RIBAS, Mme Morgane CHAPOT, Mme Christiane MAHLER, M. Patrick ROSSETTI, M. Gilles BERNARD.

Étaient absents excusés : M. Patrick CAMPON, M. Vincent POUILLAUDE, Mme Blandine RASSELET, M. Alain CONSTANT, Mme Carole PERRIN, M. Joel CHARBONNEL.

Étaient absents non excusés : -

Procurations : M. Patrick CAMPON en faveur de M. Gilles BERNARD, M. Vincent POUILLAUDE en faveur de Mme Morgane CHAPOT, Mme Blandine RASSELET en faveur de M. Luc REYNARD, M. Alain CONSTANT en faveur de M. Patrick ROSSETTI, M. Joel CHARBONNEL en faveur de Mme Janine TREVILY.

Secrétaire : Mme Janine TREVILY.

N° MA-DEL-2018-095

OBJET : CONSTRUCTION D'UNE SALLE DES SPORTS : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA COVE

RAPPORTEUR: M. Dominique ROUYER

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée le projet de construction d'une salle des sports, à proximité du stade et de la Maison de Services au Public.

Cet équipement a vocation à accueillir les activités physiques et sportives sur tatamis, particulièrement les arts martiaux, la gymnastique, et les sports d'opposition.

La salle de l'Escandihado n'étant plus adaptée aux besoins des associations et des pratiquants, il a été préféré un autre emplacement. En effet, l'espace retenu permettra de réaliser une extension ultérieure.

Considérant que par décision n°2017-116 du 28/12/2017, Monsieur le Maire a attribué à la société Archytecta, la mission complète de maîtrise d'œuvre pour ce projet.

Considérant que l'accès à cet équipement sportif bénéficie aux clubs et usagers de plusieurs communes, la salle des sports est considérée comme étant « inter-communale » et sa construction est éligible au soutien financier de la CoVe, s'inscrivant dans le projet sportif intercommunal 2014-2026 élaboré par l'Office Intercommunal du Sport

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le règlement d'intervention de la CoVe, modifié par délibération du conseil communautaire du 19 juin 2017

Vu l'avant-projet-définitif faisant état d'un montant prévisionnel des travaux de 553 001,40 euros hors taxes et hors honoraires

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Considérant le plan de financement prévisionnel de l'opération :

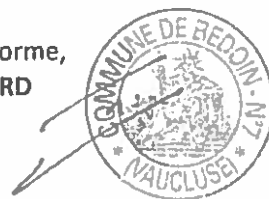
PLAN DE FINANCEMENT, EN EUROS				
DEPENSES HT		RECETTES HT		
Travaux	553 002 €	Fonds de concours CoVe	19,98 %	120 000 €
Etudes et honoraires	47 471 €	Commune de Bédoin	80,02 %	480 473 €
Total	600 473 €	Total	100,00%	600 473 €

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité

- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès de la CoVe, le fonds de concours pour le financement d'équipements sportifs inter-communaux de proximité,
- D'autoriser Monsieur le Maire, à solliciter d'autres financeurs pour ce projet.

Certifiée exécutoire après transmission à la Préfecture de
Vaucluse le :
et publication par voie d'affichage le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire, M. Luc REYNARD



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'assemblée ayant délibéré et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 Nîmes Cedex 09) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise: Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux: Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafaie : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOUE à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS: Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°169-18

Objet : Attribution d'un fonds de concours pour les équipements sportifs communaux de proximité au profit de la commune de Beaumes-de-Venise

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°169-18

Objet : Attribution d'un fonds de concours pour les équipements sportifs communaux de proximité au profit de la commune de Beaumes-de-Venise

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité en matière d'équipements sportifs, dans le respect des dispositions de l'article du Code Général des Collectivités Territoriales susvisé,

Vu l'autorisation de programme votée le 16 février 2015 pour le versement de fonds de concours d'aide aux investissements en matière d'équipements sportifs des communes, modifiée le 6 février 2017, et les crédits de paiement inscrits au budget,

Vu le règlement d'intervention du soutien de la CoVe au financement d'équipements sportifs inter-communaux et communaux de proximité, adopté par délibération n°102-17 en date du 19 juin 2017,

Vu le dossier du projet de travaux de mise aux normes de la piscine communale, présenté par la commune de Beaumes de Venise,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours de 120 000€ à la commune de Bédoin pour un équipement sportif communal de proximité, conformément au tableau de répartition ci-dessous :

Commune	Projet	Montant des travaux en € HT	Montant fonds de concours en €
Bédoin	Construction d'une salle des sports	553 001,40	120 000

Le dossier comportant le plan de financement de ce projet est joint en annexe de la présente.

Article 2 : DE CONDITIONNER le versement de ce fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe, qui sera fourni et posé par la CoVe, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. Il devra être restitué à la CoVe à l'issue du chantier. La mention de cette participation devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse. Les diverses manifestations (1^{ère} pierre, visites de chantier, inauguration...) relatives à la construction/rénovation de l'équipement devront en outre être organisées en concertation avec le service communication de la CoVe.

Article 3 : DE VERSER à la commune de Beaumes-de-Venise ce fonds de concours conformément aux dispositions du règlement d'intervention.

Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au Budget principal sur le compte COP-2041411-4140-AP2.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Transmis en Préfecture le : 15 DEC 2018

Publication par affichage le : 15 DEC 2018

Exécutoire le : 15 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Commune de **BEAUMES DE VENISE 84190**

**DOSSIER DE DEMANDE
DE FOND DE CONCOURS EXEPTIONNEL
POUR LES EQUIPEMENTS SPORTIFS**

A la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

**TRAVAUX DE RENOVATION
DE LA PISCINE MUNICIPALE
DES DENTELLES**

Novembre 2018

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

NOTICE EXPLICATIVE

La commune de Beaumes-de-Venise possède sur son territoire une piscine municipale qui est composé de 2 bassins et d'une pataugeoire.

Cet équipement sportif a un intérêt intercommunal car il est fréquenté par de nombreux habitants des communes du territoire de la CoVe et par différentes structures collectives telles que les centres aérés, les crèches, des centres adaptés,....

La commune de Beaumes-de-Venise souhaite effectuer des travaux de rénovation sur les systèmes de filtration hydrauliques existants. En effet l'installation a plus de 25 ans et nécessite des travaux pour la mise en place de nouvelles pompes et filtres, coffret électriques, traitement automatique PH/CL et rénovations de tuyauterie.

C'est pourquoi la commune de Beaumes-de-Venise sollicite auprès de la CoVe une demande de fonds de concours exceptionnel pour les équipements sportifs afin de pouvoir réaliser ces travaux.

COUT ESTIMATIF DES TRAVAUX

Piscine 1

Pompes et filtres	21 400.00 € HT
Coffret électrique	3 680.00 € HT
Traitement automatique PH/CL	6 200.00 € HT
Sous-total	31 280.00 € HT

Piscine 2

Coffret électrique	3 756.00 € HT
Remplacement pompe	3 800.00 € HT
Modification tuyauterie	800.00 € HT
Traitement automatique PH/CL	6 350.00 € HT
Sous-total	14 706.00 € HT

Travaux sur l'ensemble

Sur la partie plomberie et électricité	5 000.00 € HT
Total	50 986.00 € HT

MONTANT DU FONDS DE CONCOURS SOLLICITE

20 000.00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Fonds de concours CoVe	20 000.00 €
<u>Autofinancement</u>	<u>30 986.00 €</u>
Total	50 986.00 €

ECHEANCIER DE LA REALISATION

Consultation des entreprises décembre 2018
Début des travaux premier trimestre 2019
Durée envisagée 1 mois

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°170-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Bédoin : mise en accessibilité et mutualisation de l'accueil de la piscine et du camping municipaux

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°170-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Bédoin : mise en accessibilité et mutualisation de l'accueil de la piscine et du camping municipaux

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'autorisation de programme actualisée, votée le 8 février 2016 pour le versement de fonds de concours exceptionnel d'aide aux investissements de proximité des communes à hauteur de 522 279 €,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité, dans le respect des dispositions de l'article du code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le projet de dépense d'investissement présenté par la commune de Bédoin et son plan de financement annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours exceptionnel d'un montant de 12 500€ à la commune de Bédoin pour les travaux de mise en accessibilité et de mutualisation de l'accueil de la piscine et du camping municipaux.

Article 2 : DE CONDITIONNER le versement du fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe, qui sera fourni et posé par la CoVe, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. Il devra être restitué à la CoVe à l'issue du chantier. La mention de cette participation devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse et sur les documents liés à l'inauguration de l'équipement.

Article 3 : DE VERSER à la commune concernée ce fonds de concours sur présentation des pièces suivantes :

- délibération du conseil municipal concordante correspondante et reprenant l'engagement en termes de communication de l'article précédent ;
- plan de financement définitif,
- copie des factures.

Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal sur le compte SFJ-2041411F-01AP1.

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le : 13 DEC 2018

Le Président,

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

FONDS DE CONCOURS EXCEPTIONNEL 2018

Conseil du 10 décembre 2018

BEDOIN

Travaux de mise en accessibilité et mutualisation de l'accueil de la piscine et du camping

PLAN DE FINANCEMENT, EN EUROS				
DEPENSES HT		RECETTES HT		
travaux	280 000 €	Fonds de concours CoVe	3,89%	12 500 €
Etudes et honoraires	41 000 €	Commune de Bédoin Dont emprunt 250 000 €	96,11%	308 500 €
Total	321 000 €	Total	100,00%	321 000 €

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise: Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux: Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave: Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas: Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafaie : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat: Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène: Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOUE à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS: Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°171-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Bédoin : mise en accessibilité du centre culturel Helen-Adam

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°171-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Bédoin : mise en accessibilité du centre culturel Helen-Adam

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'autorisation de programme actualisée, votée le 8 février 2016 pour le versement de fonds de concours exceptionnel d'aide aux investissements de proximité des communes à hauteur de 522 279 €,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité, dans le respect des dispositions de l'article du code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le projet de dépense d'investissement présenté par la commune de Bédoin et son plan de financement, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours exceptionnel d'un montant de 12 500€ à la commune de Bédoin pour les travaux de mise en accessibilité du centre culturel Helen-Adam.

Article 2 : DE CONDITIONNER le versement du fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe, qui sera fourni et posé par la CoVe, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. Il devra être restitué à la CoVe à l'issue du chantier. La mention de cette participation devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse et sur les documents liés à l'inauguration de l'équipement.

Article 3 : DE VERSER à la commune concernée ce fonds de concours sur présentation des pièces suivantes :

- délibération du conseil municipal concordante correspondante et reprenant l'engagement en termes de communication de l'article précédent ;
- plan de financement définitif,
- copie des factures.

Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal sur le compte SFJ-2041411F-01AP1.

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 13 DEC 2018 Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Travaux de mise en accessibilité du centre culturel Helen Adam

PLAN DE FINANCEMENT, EN EUROS				
DEPENSES HT		RECETTES HT		
Travaux	41 244,95 €	Fonds de concours CoVe	27,51%	12 500 €
Etudes et honoraires	4 200 €	Commune de Bédoin	72,49 %	32 944,95 €
Total	45 444,95 €	Total	100,00%	45 444,95 €

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOÙ à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°172-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de La Roque Alric

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°172-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de La Roque Alric

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'autorisation de programme actualisée, votée le 8 février 2016 pour le versement de fonds de concours exceptionnel d'aide aux investissements de proximité des communes à hauteur de 522 279 €,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité, dans le respect des dispositions de l'article du code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le projet de dépense d'investissement présenté par la commune de La Roque Alric et son plan de financement annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours exceptionnel d'un montant de 1 700€ à la commune de La Roque-Alric pour les travaux de mise en sécurité de la traversée du chemin Bramadou.

Article 2 : DE CONDITIONNER le versement du fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe, qui sera fourni et posé par la CoVe, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. Il devra être restitué à la CoVe à l'issue du chantier. La mention de cette participation devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse et sur les documents liés à l'inauguration de l'équipement.

Article 3 : DE VERSER à la commune concernée ce fonds de concours sur présentation des pièces suivantes :

- délibération du conseil municipal concordante correspondante et reprenant l'engagement en termes de communication de l'article précédent ;
- plan de financement définitif,
- copie des factures.

Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal sur le compte SFJ-2041411F-01AP1.

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Publication par affichage le :

13 DEC 2018

Exécutoire le :

DEC 2018

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Création d'une mise en sécurité sur le chemin Bramadou

Montant des Dépenses		Montant des Recettes	
Mise en s écurité de la traversée du chemin Bramadou	3 400.00 €	Fonds de concours exceptionnel Cove	1 700.00 €
		Autofinancement	1 700.00 €
Total des dépenses H.T.	3 400.00 €		3 400.00 €

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise: Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux: Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave: Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas: Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux: Bernard MONNET Le Beaucet: François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Lorient du Comtat: Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène: Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette: Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOUE à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°173-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Saint-Pierre de Vassols

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°173-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Saint-Pierre de Vassols

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'autorisation de programme actualisée, votée le 8 février 2016 pour le versement de fonds de concours exceptionnel d'aide aux investissements de proximité des communes à hauteur de 522 279 €,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité, dans le respect des dispositions de l'article du code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu les projets de dépenses d'investissement présentés par la commune de Saint-Pierre de Vassols et leur plan de financement annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER deux fonds de concours exceptionnels d'un montant total de 4 552,60€ à la commune de Saint-Pierre de Vassols pour les travaux de l'église et pour la mise en place de panneaux de signalisation et d'un ralentisseur sur le chemin des joncs.

Commune	Projet	Montant des travaux en € HT	Montant fonds de concours exceptionnel en €
Saint Pierre de Vassols	travaux de l'église	7 283,20€	3 641,60€
	travaux de mise en place de panneaux de signalisation et d'un ralentisseur sur le chemin des Joncs	9 110,00€	911,00€
Total			4 552,60€

Le plan de financement du projet est joint en annexe de la présente délibération.

Article 2 : DE CONDITIONNER le versement du fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe, qui sera fourni et posé par la CoVe, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. Il devra être restitué à la CoVe à l'issue du chantier. La mention de cette participation devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse et sur les documents liés à l'inauguration de l'équipement.

Article 3 : DE VERSER à la commune concernée ce fonds de concours sur présentation des pièces suivantes :

- délibération du conseil municipal concordante correspondante et reprenant l'engagement en termes de communication de l'article précédent ;
- plan de financement définitif,
- copie des factures.

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal sur le compte SFJ-2041411F-01AP1.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

SAINT PIERRE DE VASSOLS

Travaux de l'Eglise

Dépenses		Recettes	
libellé	montant en € HT	libellé	montant en €
EGLISE	7 283,20	Fonds de concours exceptionnel CoVe 2018	3 641,60
		Financement Commune	3 641,60
			-
TOTAL	7 283,20	TOTAL	7 283,20

Ralentisseur chemin des Joncs et panneaux de signalisation

Dépenses		Recettes	
libellé	montant en € HT	libellé	montant en €
Ralentisseur chemin des Joncs et panneaux de signalisation	9 110,00	Fonds de concours exceptionnel CoVe 2018	911,00
		Amende de police	6 377,00
		Financement Commune	1 822,00
TOTAL	9 110,00	TOTAL	9 110,00

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°174-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Vacqueyras

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°174-18

Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Vacqueyras

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'autorisation de programme actualisée, votée le 8 février 2016 pour le versement de fonds de concours exceptionnel d'aide aux investissements de proximité des communes à hauteur de 522 279 €,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité, dans le respect des dispositions de l'article du code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le projet de dépense d'investissement présenté par la commune de Vacqueyras et son plan de financement annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours exceptionnel d'un montant de 15 000€ à la commune de Vacqueyras pour les travaux d'aménagement des anciens locaux de la Poste en cabinet médical.

Article 2 : DE CONDITIONNER le versement du fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe, qui sera fourni et posé par la CoVe, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. Il devra être restitué à la CoVe à l'issue du chantier. La mention de cette participation devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse et sur les documents liés à l'inauguration de l'équipement.

Article 3 : DE VERSER à la commune concernée ce fonds de concours sur présentation des pièces suivantes :

- délibération du conseil municipal concordante correspondante et reprenant l'engagement en termes de communication de l'article précédent ;
- plan de financement définitif,
- copie des factures.

Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal sur le compte SFJ-2041411F-01AP1.

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 13 DEC 2018 Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le : 13 DEC 2018 Le Président,

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourts citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

VACQUEYRAS

Aménagement cabinet médical

Coût total de l'opération HT :

35 000,00 €

PARTICIPATIONS FINANCIERES ACCORDEES	
Sous-Total n° 1	0,00 €
PARTICIPATIONS FINANCIERES SOLLICITEES	
FONDS DE CONCOURS EXCEPTIONNELS - COVE	15 000,00 €
Sous-Total n° 2	15 000,00 €
TOTAL GENERAL (Sous-totaux n° 1 et 2)	15 000,00 €
Part Maitre d'Ouvrage	20 000,00 €

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°175-18

Objet : Affectation des fonds de concours des communes de Crillon-le-Brave, de Flassan et de Modène sur la maison de santé pluriprofessionnelle de Bédoin

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°175-18

Objet : Affectation des fonds de concours des communes de Crillon-le-Brave, de Flassan et de Modène sur la maison de santé pluriprofessionnelle de Bédoin

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'autorisation de programme actualisée, votée le 8 février 2016 pour le versement de fonds de concours exceptionnel d'aide aux investissements de proximité des communes à hauteur de 522 279 €,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité, dans le respect des dispositions de l'article du code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le projet de dépense d'investissement présenté par la commune de Bédoin de création d'une maison de santé pluriprofessionnelle,

Considérant la volonté des maires et des conseils municipaux des communes de Crillon-le-Brave, de Flassan et de Modène, de soutenir financièrement ce projet en y affectant le fonds de concours qui leur a été réservé par la CoVe,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport des représentants des communes de Crillon-le-Brave, de Flassan et de Modène,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours exceptionnel d'un montant de 37 500€ à la commune de Bédoin pour les travaux de la maison de santé pluriprofessionnelle.

Article 2 : DE CONDITIONNER le versement du fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe et des communes de Crillon-le-Brave, de Flassan et de Modène, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. La mention des participations de la CoVe et des communes de Crillon-le-Brave, de Flassan et de Modène devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse et sur les documents liés à l'inauguration de l'équipement.

Article 3 : DE VERSER à la commune concernée ce fonds de concours sur présentation des pièces suivantes :

- délibération du conseil municipal concordante correspondante et reprenant l'engagement en termes de communication de l'article précédent ;
- plan de financement définitif,
- copie des factures.

Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal sur le compte SFJ-2041411F-01AP1.

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le : 13 DEC 2018 Le Président,

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°176-18

Objet : Ouverture de crédits 2019 en section d'investissement budget CoVe

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°176-18

Objet : Ouverture de crédits 2019 en section d'investissement budget CoVe

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales,

Considérant la nécessité de pouvoir engager un certain nombre de dépenses d'investissement en début d'année 2019 sans attendre le vote du budget primitif 2019,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'OUVRIRE en section d'investissement sur l'exercice 2019, les crédits de dépenses selon le tableau ci-annexé :

OUVERTURE DE CREDITS BUDGET PRINCIPAL DEPENSES - BP 2019

Libellé	Imputation dépense			Montant dépense en €
	article	fonction	service	
Provision acquisitions foncières (réserves)	2111	820	AME	190 000
Provision acquisitions foncières (développement éco)	2111	90 0	DEV	400 000
Provision travaux bâtiments	2135	0200	BAT	40 000
Matériel service bâtiment	2188	0205	BAT	5 000
Acquisition conteneurs et colonnes déchets	2188	81210	GDD	30 000
Provision acquisition logiciels	205	0200	INF	30 000
Provision acquisition matériel informatique	2183	0200	INF	30 000
Provision acquisition/grosses réparations matériel de transport	2182	81210	MEC	80 000
Provision études tous services	2031	0200	DRM	10 000
TOTAL				815 000

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 13 DEC 2018 Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOÙ à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°177-18

Objet : Modification de l'autorisation de programme des ateliers-relais « ma première usine »

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°177-18

Objet : Modification de l'autorisation de programme des ateliers-relais « ma première usine »

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses articles L 2311-3 et R 2311-9, autorisant le recours aux autorisations de programme et aux crédits de paiement,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'utiliser cette procédure pour ses programmes d'investissement pluriannuels les plus importants, dans l'objectif d'une gestion plus efficace des crédits,

Vu la délibération du 128-15 du 12 octobre 2015, ouvrant l'autorisation de programme « pépinière d'entreprises du marché gare », pour les ateliers relais dont la dénomination est depuis « ma première usine »,

Considérant la nécessité de modifier le montant global de l'enveloppe financière prévue pour cette opération pour tenir compte des ajustements intervenus en cours de chantier,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la modification de l'autorisation de programme ainsi que la répartition prévisionnelle des crédits de paiement, telles que détaillées dans le tableau joint ci-après.

CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 10 DÉCEMBRE 2018
DÉTAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT
BUDGET PRINCIPAL

AP gérée en HT

	Dés	Date en vote initial	Montant de l'autorisation de programme initiale en HT	Montant autorisé en HT	Date de vote à jour	Montant de l'autorisation de programme actualisée en HT	CP révisée								Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement						TOTAL
							2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Atelier relais marché gare	01 04P 4	12/10/15	1 000 000	1 000 000	10/12/18	1 063 000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0 800,00	20 250,00	225 000,00	1 041 575,16	22 000,00					1 063 000,00

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 13 DEC 2018

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DÉCEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°178-18

Objet : Décision modificative n°2 du budget principal

Conseil communautaire du 10 décembre 2018
Délibération n°178-18
Objet : Décision modificative n°2 du budget principal

Le conseil communautaire,

Vu le budget primitif 2018 du budget principal voté le 5 février 2018,

Considérant que différents éléments nouveaux sont apparus depuis le vote de cette décision,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le détail des modifications d'inscriptions budgétaires récapitulé dans le tableau ci-dessous :

DECISION MODIFICATIVE N°2 AU BUDGET PRINCIPAL 2018 - Conseil Communautaire du 10 décembre 2018

Section de fonctionnement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
011-60622-0202-MAG- Achat carburant véhicules CoVe		58 000,00		
011-60622-4141-AER- Achat carburant aérodrome		6 000,00		
011-611-62208-PRE - Prestation de service sur action Estime de soi	2 380,00			
011-611-61211-GDC- Traitement des ordures ménagères	58 000,00			
011-6232-33-SCI - Fêtes et cérémonies (soirée clôture festival soirées d'automne)		1 500,00		
011-6238-33-SCI - Festival soirées d'automne "kits festivièrs"		4 500,00		
011-6281-90 1-DCS - Cotisation Mission Locale 2018		105 407,00		
011-6281-0200-DGS- Cotisation Grande Provence		720,00		
011-6281-830-ENV- Provision cotisation Air Paca	10 985,00			
014-739211-01-SFJ - Ajustement attribution de compensation suite à transfert de charges GEMAPI	8 804,00			
65-6574-33-SCI - Subvention soirée d'automne		6 000,00		
65-6574-90 1-DCS -Reliquat provision subvention mission locale		25 887,50		
65-6574-90 0-DEV -Basse subvention vaucluse développement		2 130,00		
66-66111-01-SFJ- Intérêts des emprunts		10 686,50		
70-7078-4141-AER- Vente carburant aérodrome				6 000,00
73-73111-01-SFJ - Rôles supplémentaires CFE et TH				58 165,00
73-73211-01-SFJ - Ajustement attribution de compensation suite à transfert de charges GEMAPI				266,00
73-7331-81211-SFJ - Rôles supplémentaires et complémentaires TEOM				9 709,00
023-023-01-SFJ - Virement à la section d'investissement		22 886,00		
Total	122 873,00	197 013,00	0,00	74 140,00

Section d'investissement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
16-1641-01-SFJ - rembt capital de la dette	180 000,00			
20-2051-0200-INF - licence portail captif et logiciel taxation	30 700,00			
204-204132-815-TRA- subvention équipement département pour arrêt de bus	30 000,00			
204-204132-820-SFJ - fonds de concours au département doublament voie sud ouest Carpentras	375 000,00			
21-2135-8159-TRA - aménagement pour bus de tourisme au PEM		30 000,00		
21-2135-0200P-BAT - locaux hôtel de communauté (local modulaire sur parking extérieur)		30 000,00		
21-2183-0200-INF - licence portail captif et logiciel taxation		30 700,00		
21-2188-82203-PRE - Acquisition de vélos		2 380,00		
23-2313-91 DAP4-COP - ajustement des crédits de paiement 2018		30 000,00		
27-276351-01-SFJ - rembt avance par budgets annexes de zones			460 976,00	
27-276351-01-SFJ - avance versée aux budgets annexes de zones		50 400,00		
27-275-01-SFJ - caution location véhicules PRE		2 000,00		
27-275-01-SFJ - caution location boutique à l'essai		2 130,00		
021-021-01-SFJ Virement de la section de fonctionnement				22 886,00
Total	615 700,00	177 810,00	460 976,00	22 886,00

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

Transmis en Préfecture le : 19 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Publication par affichage le : 19 DEC 2018 Le Président,

Exécutoire le : 19 DEC 2018

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD- Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°179-18

Objet : Décision modificative n°1 du budget annexe de l'espace économique du Piol II

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°179-18

Objet : Décision modificative n°1 du budget annexe de l'espace économique du Piol II

Le conseil communautaire,

Vu le Budget Primitif 2018 du Budget annexe espace économique du Piol II voté le 5 février 2018,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le détail des modifications d'inscriptions budgétaires récapitulé dans le tableau ci-dessous :

DECISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET ANNEXE ESPACE ECONOMIQUE DU PIOL II 2018
Conseil de Communauté du 10 décembre 2018

Section de fonctionnement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
011-6015-90 26-DEV - terrains à aménager	0,00			
011-6045-90 26-AME - études	46 900,00			
011-6045-90 26-DEV - études	9 100,00			
011-6045-90 26-COP - études	82 100,00			
011-605-90 26-DEV - travaux	3 000,00			
011-605-90 26-COP - travaux	533 500,00			
70-7015-90 26-DEV - Ventes immobilières			725 000,00	
042-71355-01-SFJ - variation stocks terrains aménagés				50 400,00
023-023-01-SFJ Virement à la section d'investissement				
Total	674 600,00	0,00	725 000,00	50 400,00

Section d'investissement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
16-168751-01-SFJ - avance reçue du budget principal				50 400,00
040-3555-01-SFJ - stocks terrains aménagés		50 400,00		
021-021-01-SFJ Virement de la section de fonctionnement				
Total	0,00	50 400,00	0,00	50 400,00

Transmis en Préfecture le : **19 DEC 2018** Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : **19 DEC 2018** Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Exécutoire le : **19 DEC 2018**

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DÉCEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°180-18

Objet : Décision modificative n°1 du budget annexe ZAE Venasque

Conseil communautaire du 10 décembre 2018
Délibération n°180-18
Objet : Décision modificative n°1 du budget annexe ZAE Venasque

Le conseil communautaire,

Vu le Budget Primitif 2018 du Budget annexe ZAE Venasque voté le 5 février 2018,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le détail des modifications d'inscriptions budgétaires récapitulé dans le tableau ci-dessous :

DECISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET ANNEXE ZAE VENASQUE 2018 - Conseil de Communauté du 10 décembre 2018

Section de fonctionnement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
011-605-90 24-VOI - travaux	38 000,00			
70-7015-90 24-DEV - vente de terrains aménagés			57 680,00	
042-71355-01-SFJ - variation stock terrains aménagés				19 680,00
023-023-01-SFJ Virement à la section d'investissement				
Total	38 000,00	0,00	57 680,00	19 680,00

Section d'investissement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
16-168751-01-SFJ - remboursement avance au budget principal	19 680,00			
040-3555-01-SFJ - stock terrains aménagés		19 680,00		
021-021-01-SFJ Virement de la section de fonctionnement				
Total	19 680,00	19 680,00	0,00	0,00

Transmis en Préfecture le : 19 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le : 19 DEC 2018 Le Président,

Exécutoire le : 19 DEC 2018

-Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafaie : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°181-18

Objet : Décision modificative n°1 du budget annexe ZAE

Conseil communautaire du 10 décembre 2018
Délibération n°181-18
Objet : Décision modificative n°1 du budget annexe ZAE

Le conseil communautaire,

Vu le Budget Primitif 2018 du Budget annexe ZAE voté le 5 février 2018,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le détail des modifications d'inscriptions budgétaires récapitulé dans le tableau ci-dessous :

DECISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET ANNEXE ZAE 2018- Conseil de Communauté du 10 décembre 2018

Section de fonctionnement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
70-7015-90 24-DEV - vente de terrains aménagés			5 000,00	
042-71355-01-SFJ - variation stock terrains aménagés				5 000,00
023-023-01-SFJ Virement à la section d'investissement				
Total	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00

Section d'investissement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
16-168751-01-SFJ - remboursement avance au budget principal	5 000,00			
040-3555-01-SFJ - stock terrains aménagés		5 000,00		
021-021-01-SFJ Virement de la section de fonctionnement				
Total	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00

Transmis en Préfecture le : 19 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le : 19 DEC 2018 Le Président,

Exécutoire le : 19 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°182-18

Objet : Décision modificative n°2 du budget annexe ZAE Bellecour III

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°182-18

Objet : Décision modificative n°2 du budget annexe ZAE Bellecour III

Le conseil communautaire,

Vu le Budget Primitif 2018 du Budget annexe ZAE Bellecour III voté le 5 février 2018,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le détail des modifications d'inscriptions budgétaires récapitulé dans le tableau ci-dessous :

DECISION MODIFICATIVE N°2 AU BUDGET ANNEXE ZAE BELLECOUR III 2018 - Conseil de Communauté du 10 décembre 2018

Section de fonctionnement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
70-7015-90 25-DEV - vente de terrains aménagés			436 296,00	
042-71355-01-SFJ - variation stock terrains aménagés				436 296,00
023-023-01-SFJ Virement à la section d'investissement				
Total	0,00	0,00	436 296,00	436 296,00

Section d'investissement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
16-168751-01-SFJ - remboursement avance au budget principal	436 296,00			
040-3555-01-SFJ - stock terrains aménagés		436 296,00		
021-021-01-SFJ Virement de la section de fonctionnement				
Total	436 296,00	436 296,00	0,00	0,00

Transmis en Préfecture le : 19 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le : 19 DEC 2018 Le Président,

Exécutoire le : 19 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°183-18

Objet : Variation du montant d'attribution de compensation de la commune de Sarrians suite au transfert de charges GEMAPI

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°183-18

Objet : Variation du montant d'attribution de compensation de la commune de Sarrians suite au transfert de charges GEMAPI

Le conseil communautaire,

Vu l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, article V. – 1° bis

Vu le rapport de la CLETC en date du 24 octobre 2018 ci-annexé, portant sur le transfert de charges lié à la compétence GEMAPI,

Considérant que l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, article V. – 1° bis prévoit que le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux transferts de charges,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : Approuve le montant définitif 2018 de l'attribution de compensation versée à la commune de Sarrians et sa variation programmée dans le temps (hors déduction liée aux services communs), dans les modalités ci-dessous :

-Montant définitif de l'attribution de compensation de la commune de Sarrians pour 2018 : 321 338,29 €

-Variation de l'attribution de compensation en 2019 par rapport au montant de 2018 : - 17 074 €

-Variation annuelle de l'attribution de compensation à partir de 2020 par rapport au montant de 2018 : - 2 528 €

-Variation annuelle de l'attribution de compensation à partir de l'année 2035 par rapport au montant 2018 : + 16 632 € (dont + 19 160 € lié au transfert de la crèche de Sarrians et - 2 528 € lié à la compétence gemapi).

Transmis en Préfecture le : 19 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le : 19 DEC 2018 Le Président,

Exécutoire le : 19 DEC 2018

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DÉCEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise: Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux: Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave: Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas: Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat: Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène: Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS: Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°184-18

Objet : Attributions de compensation définitives 2018

Conseil communautaire du 10 décembre 2018
Délibération n°184-18
Objet : Attributions de compensation définitives 2018

Le conseil communautaire,

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts,

Vu l'avis de la commission des finances du 22 novembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER les montants d'attribution de compensation définitifs pour l'année 2018, tels que figurant dans le tableau ci-dessous, étant précisé que les chiffres figurant avec un signe positif dans le tableau correspondent à un versement en faveur de la Commune, et ceux figurant avec un chiffre négatif, à un reversement de la Commune à la CoVe.

	Attribution de compensation définitive 2018 en €
AUBIGNAN	116 553,91
BEAUMES-DE-VENISE	115 452,79
BEAUMONT-DU-VENTOUX	53 361,20
BEDOIN	335 474,70
CAROMB	41 225,24
CARPENTRAS	5 623 630,99
CRILLON LE BRAVE	57 727,21
FLASSAN	-13 956,52
GIGONDAS	210 364,18
LAFARE	-5 561,67
LA ROQUE-ALRIC	437,83
LA ROQUE-SUR-PERNES	16 064,31
LE BARROUX	-110 109,84
LE BEUCET	11 385,70
LORIOLE-DU-COMTAT	6 200,99
MALAUCE	512 704,16
MAZAN	98 132,86
MODENE	-13 327,00
SAINT-DIDIER	135 235,90
SAINT-HIPPOLYTE-LE-GRAVEYRON	-12 555,15
SAINT-PIERRE-DE-VASSOLS	-6 570,00
SARRIANS	321 338,29
SUZETTE	-15 646,94
VACQUEYRAS	20 479,20
VENASQUE	-13 100,92
TOTAL	7 484 941,42

Transmis en Préfecture le : 19 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le : 19 DEC 2018 Le Président,

Exécutoire le : 19 DEC 2018

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DÉCEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°185-18

Objet : Politique tarifaire des pépinières d'entreprises « ma première usine » et « mon premier bureau »

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°185-18

Objet : Politique tarifaire des pépinières d'entreprises « ma première usine » et « mon premier bureau »

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Considérant que la CoVe construit et aménage deux pépinières d'entreprises sur le site du marché gare de Carpentras, pour accueillir des entreprises en création et en développement, industrielles dans les ateliers-relais « ma première usine » et tertiaires dans la pépinière « mon premier bureau »,

Considérant les locaux et les services que la CoVe propose d'apporter aux entreprises accueillies dans ces pépinières,

Vu la proposition de tarification des locations et des services,

Vu l'avis de la commission développement économique du 3 décembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER la politique tarifaire des pépinières d'entreprise « mon premier bureau » et « ma première usine » :

Ma 1 ^{ère} usine	Années 1&2	Année 3	Année 4*	Cauton
Ateliers 1 & 2	45€ HT/m ² /an	52€ HT/m ² /an	75€ HT/m ² /an	2 mois ****
Ateliers 3,4,5	35€ HT/m ² /an	40€ HT/m ² /an	58€ HT/m ² /an	2 mois ****
Mon1 ^{er} bureau	80€ HT/m ² /an	92€ HT/m ² /an	133€ HT/m ² /an	2 mois ****
Services/ Conseil**	45€ HT/mois	45€ HT/mois	45€ HT/mois	
Fibre	60€ HT/mois	60€ HT/mois	60€ HT/mois	
Charges*** Ateliers 1 & 2	25€ HT/m ² /an	25€ HT/m ² /an	25€ HT/m ² /an	
Charges*** Ateliers 3,4,5 et bureaux	12€ HT/m ² /an	12€ HT/m ² /an	12€ HT/m ² /an	

*Sous conditions

**externalisé

***A définir dans les contrats

**** S'entend 2

mois de loyer année 1 HT/HC

Forfait services pour l'accès au photocopieur, l'utilisation de la salle de réunion équipée (vidéoprojecteur, écran, paperboard, tables et chaises), l'accueil, le renvoi d'appel, l'accompagnement et le suivi, le courrier (distribution, ramassage et départ).

Charges locatives inhérentes au site : participation à l'entretien, la maintenance et la sécurisation des bâtiments.

Prestations payantes à la carte : forfait téléphonie /fibre

Reprographie : impressions N&B (0,007€ l'unité) ; impressions couleur (0,07€ l'unité) ; papeterie en dépannage (rouleau paperboard 6.80 €, ramette papier A4 4€, ramette papier A3 8.5€

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Transmis en Préfecture le :

13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Publication par affichage le :

13 DEC 2018

Exécutoire le :

13 DEC 2018

Guy Réy



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°186-18

Objet : Subvention exceptionnelle à l'association de préfiguration de la gare numérique

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°186-18

Objet : Subvention exceptionnelle à l'association de préfiguration de la gare numérique

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu le projet de gare numérique,

Considérant le portage opérationnel du projet par l'association de préfiguration de la gare numérique, association Loi du 1^{er} juillet 1901, aux statuts de laquelle la CoVe a adhéré par délibération n°31-17 en date du 6 février 2017,

Vu les statuts de l'association de préfiguration de la gare numérique, et notamment son article 10 prévoyant au titre de ses recettes des subventions de la part des partenaires publics,

Considérant d'une part qu'une partie des machines numériques acquises par l'association ont été dérobées le 28 octobre 2018 ; que le remboursement de l'assurance contractée par l'association laisse à la charge de cette dernière la somme de 6 123€ pour pourvoir aux remplacements nécessaires à la poursuite de son activité ;

Considérant d'autre part que le fonctionnement de l'association nécessite le recours à une prestation de comptabilité, qu'elle doit externaliser, ne disposant pas de ressources internes à cet effet ; que le devis estimatif de la dépense s'élève à 3 720€,

Considérant la volonté de la CoVe de soutenir l'action de l'association de préfiguration de la gare numérique,

Vu l'avis de la commission développement économique en date du 3 décembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle et non reconductible à l'association de préfiguration de la gare numérique d'un montant de 9 843€.

Article 2 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au Budget principal sur le compte DEV/90 0/6748/EC

Transmis en Préfecture le : 13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 13 DEC 2018

Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°187-18

Objet : Soutien exceptionnel à la commune de Saint-Pierre de Vassols pour l'implantation d'une entreprise

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°187-18

Objet : Soutien exceptionnel à la commune de Saint-Pierre de Vassols pour l'implantation d'une entreprise

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,

Considérant le projet d'implantation de l'entreprise Algovital sur le territoire de la commune de Saint-Pierre de Vassols, nécessitant pour cette dernière de procéder à une révision de son plan local d'urbanisme,

Considérant que l'activité et la notoriété dont jouit l'entreprise Algovital dans le domaine du végétal rejoignent les axes prioritaires de développement économique définis par la CoVe et contribuent rayonnement et à l'attractivité du territoire,

Considérant les retombées fiscales que cette installation procurera à la CoVe,

Considérant en conséquence la forte utilité pour la CoVe d'accueillir cette entreprise, dont le projet de développement en direction du public nécessite un site particulier et distinct des zones d'activités économiques,

Considérant que la CoVe partageant les objectifs de la commune de Saint-Pierre de Vassols, il est opportun qu'elle contribue aux charges que cette dernière engage pour réussir cet accueil,

Vu l'avis de la commission développement économique en date du 3 décembre 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours d'un montant maximal de 4 000€ à la commune de Saint-Pierre de Vassols, correspondant à la moitié au plus des sommes engagées par cette dernière pour la révision de son plan local d'urbanisme.

Article 2 : DE VERSER à la commune de Saint-Pierre de Vassols ce fonds de concours sur présentation des pièces suivantes :

- > délibération du conseil municipal concordante correspondante ;
- > plan de financement définitif,
- > copie des factures.

Article 3 : DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée sur le compte AME - 2041411 - 900

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes :

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DÉCEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18) - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOUE à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°188-18

Objet : Convention partenariale de mise en œuvre du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°188-18

Objet : Convention partenariale de mise en œuvre du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public

Le conseil communautaire,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et son article 98 qui prévoit le cadre d'élaboration du « schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public »,

Vu la délibération du conseil départemental n°2018-284 en date du 21 septembre 2018 approuvant le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public de Vaucluse 2018-2023 et la convention partenariale de mise en œuvre qui lui est associée,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2018 fixant le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public de Vaucluse,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence dans les domaines d'aménagement de l'espace, de développement économique, d'action sociale, de transports notamment,

Vu le projet de convention partenariale de mise en œuvre de ce schéma tel qu'annexé à la présente délibération,

Considérant l'intérêt de la participation de la CoVe à la mise en œuvre de ce schéma pour la lisibilité des services publics et le maintien d'une offre adaptée à son territoire,

Considérant également que le projet de convention précise bien la nécessité de mener ce travail partenarial dans le respect de la limite des champs de compétences, des moyens humains, techniques et financiers et des stratégies des différents partenaires,

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 29 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la stratégie de développement de l'intercommunalité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention partenariale de mise en œuvre du schéma départemental d'accessibilité des services au public de Vaucluse pour la période 2018-2023 telle qu'annexée à la présente.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : 19 DEC 2018 Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 19 DEC 2018 Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le :

Guy Rey

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Convention partenariale de mise en œuvre du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public de Vaucluse 2018-2023

Entre,

L'Etat, représenté par Monsieur le Préfet

Le Conseil départemental de Vaucluse, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental

Le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, représenté par Monsieur le Président du Conseil régional

L'Agence régionale de la santé (ARS), représentée par la Déléguée territoriale du Vaucluse,

La Direction départementale des finances publiques (DDFIP) représentée par le Directeur départemental de Vaucluse,

Les EPCI du département de Vaucluse, représentés par leurs Présidents

L'Association des Maires de Vaucluse, représentée par le Président

La Caisse d'Allocation Familiale de Vaucluse (CAF), représentée par le Président,

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie Vaucluse (CPAM), représentée par le Président,

La Mutualité Sociale Agricole Alpes Vaucluse (MSA), représentée par la Directrice Générale,

La Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail Sud Est (CARSAT), représentée par le Directeur Général,

La Poste, représentée par la Déléguée régionale,

Pôle Emploi, représenté par le Directeur territorial,

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Vaucluse, représentée par le Président,

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par le Président,

VU l'Article 26 de la loi n° 95- 115 du 03 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

VU l'Article 98 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU le Décret n° 2016-402 du 4 avril 2016 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

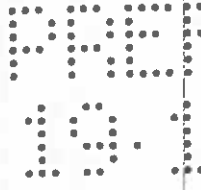
VU l'avis favorable de la CTAP du 17 avril 2018

VU l'avis favorable de la Région Provence Alpes Côte d'Azur du 29 juin 2018.

Vu les avis favorables des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

VU la délibération n°2018-284 du Conseil départemental de Vaucluse du 21 septembre 2018 portant adoption du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public du Vaucluse

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2018 fixant le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public du Vaucluse



IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention constitue un document cadre ayant pour objet de formaliser l'engagement de l'ensemble des partenaires du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public, vis-à-vis du plan d'actions du schéma et de l'objectif global d'amélioration de l'accessibilité des services au public

Cette convention acte l'engagement des partenaires signataires pour la mise en œuvre du plan d'actions défini dans le schéma ci-joint, structuré autour de 9 objectifs opérationnels :

- Garantir l'accès aux services et aux droits sociaux pour les publics fragiles
- Améliorer la prise en charge et l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ;
- Poursuivre le déploiement du THID dans une logique de cohérence territoriale ;
- Améliorer la couverture mobile du territoire ;
- Renforcer les actions en faveur de l'inclusion numérique, notamment des publics fragiles ;
- Déployer et promouvoir une offre de mobilité alternative notamment en direction des publics fragiles et des territoires peu denses et moins desservis ;

- Améliorer et optimiser l'interconnexion et l'intermodalité de l'offre de transport en commun existante ;
- En cohérence avec le projet régional de santé, maintenir une offre de santé accessible pour tous ;
- Organiser le maintien et le renouvellement des services de proximité dans les territoires fragilisés

ARTICLE 2 : Engagements des parties signataires

2.1. Participer aux instances de pilotage et de suivi du schéma

Le Schéma constitue un espace de concertation privilégié entre les différents opérateurs de services (La Poste, la CAF, la CPAM, Pôle Emploi, la MSA, la CARSAT), les Chambres consulaires (CCI, CMA), l'Agence Régionale de la santé, la Direction départementale des finances publiques, l'Association des Maires de Vaucluse, les intercommunalités, le Conseil départemental, la Région et l'Etat, afin de partager une vision transversale d'une large gamme de services sur l'ensemble du territoire départemental, et permettre de porter de façon collégiale les solutions pour améliorer l'accès aux services pour tous les publics. Les signataires de la présente convention, s'engagent à participer à la gouvernance partenariale du schéma.

Comité de pilotage

Un comité de pilotage, composé des représentants de l'ensemble des parties signataires, est en charge du suivi global du schéma, et se réunira à minima une fois par an sous la co-présidence du Préfet et du Président du Conseil départemental.

Rôle du comité de pilotage :

- Assurer le portage politique du schéma ;
- Valider le bilan annuel du schéma et les éventuelles propositions d'actualisation des actions ;
- Prendre les décisions adaptées en fonction de la mise en œuvre du plan d'actions et des constats réalisés vis-à-vis de l'évolution de l'accès aux services au public du Vaucluse ;
- Etablir un lien avec d'autres instances de pilotage départementales impactant l'accès aux services au public sur les territoires (Comité de pilotage des NISAP, Plan Territorial d'Accès aux Soins, Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT)...) ;

Comité technique

Un comité technique, chargé du suivi du plan d'actions du schéma, réunira une fois par semestre, les services désignés compétents au sein de la Préfecture et du Conseil départemental du Vaucluse. Ce comité pourra également rassembler les référents identifiés au sein des organismes signataires de la présente convention.

Rôle du comité technique :

- Animer et suivre la mise en œuvre opérationnelle du plan d'actions ;
- Centraliser et analyser les contributions des pilotes des activités engagées ;
- Réaliser les bilans annuels de la mise en œuvre du Schéma ;
- Préconiser des actualisations du programme d'actions du schéma, en lien avec les propositions des groupes de travail thématiques ;
- Proposer et animer des groupes de travail spécifiques en lien avec l'accès aux services au public ;
- Gérer la communication liée aux actions et aux dispositifs du Schéma ;
- Etablir un lien avec les autres schémas sectoriels, et les autres comités techniques traitant de l'accès aux services au public ;
- Préparer les comités de pilotage ;

Groupes de travail

Des groupes de travail techniques portant sur les objectifs opérationnels du plan d'actions du schéma, rassembleront l'ensemble des acteurs concernés, et constitueront :

- des lieux d'échanges et de partage d'expériences ;
- des groupes de travail spécifiques par thématique ou par territoire, permettant d'accompagner la mise en œuvre du plan d'actions et d'identifier d'éventuels reajustements qui pourront être pris en compte par le comité technique.

Les signataires de la convention s'engagent à participer à aux groupes de travail en fonction des thématiques et/ou des territoires concernés.

Ces groupes se réuniront en tant que de besoin en fonction des chantiers en cours.

2.2. Mettre en œuvre le schéma

La réussite du schéma, dont l'objectif majeur est l'amélioration de l'accessibilité des services au public, suppose une implication de chacune des parties signataires afin de mobiliser les moyens humains, techniques et financiers nécessaires à la réalisation des actions inscrites au schéma, dans la limite de leur champs de compétences, de leurs moyens financiers et dans le respect de leur stratégie propre.

En particulier les intercommunalités, dans les limites de leurs compétences, pourront mettre en œuvre des actions qu'elles s'engageront à réaliser avec l'appui de l'état et du Département, qui en assurent conjointement le suivi.

De plus les partenaires du schéma, porteurs de contrats ou dispositifs existants traitant de l'accès aux services, en particulier les contrats de ville, les contrats de ruralité ou les actions cœur de ville, devront s'attacher à articuler leurs actions avec le plan d'actions du schéma et pourront s'appuyer sur la mise en œuvre du schéma.

De manière générale, l'enjeu global de l'accès aux services doit être un enjeu systématiquement pris en compte dans les stratégies de développement des services de chaque partenaire.

2.3. Engagements spécifiques

Chaque signataire, dans son champ de compétences ou dans ses domaines d'intervention, et dans la limite de ses moyens financiers, pourra être amené à s'engager comme partenaire sur certaines actions inscrites dans le schéma. Ces engagements spécifiques pourront faire l'objet en tant que de besoin de conventions dédiées.

2.4. Contribuer à l'observatoire permettant d'évaluer et de mesurer l'avancée des actions : collecte et partage de données

La mise en place d'un observatoire départemental de l'accessibilité des services au public est un enjeu opérationnel pour la mise en œuvre, le suivi et la mesure des actions inscrites au schéma.

Cet observatoire recouvre deux volets :

- Des indicateurs de suivi permettant de mesurer pour chacune des 24 actions, leur état d'avancement. De plus, chaque objectif opérationnel pourra disposer d'indicateurs de contexte permettant d'évaluer la situation départementale. Ces indicateurs seront suivis annuellement.
- Des indicateurs d'évolution de l'accessibilité des services au public du Vaucluse, basés sur le diagnostic du schéma qui constitue l'état initial de mesure, seront suivis au regard des enjeux prioritaires des territoires concernés. Ce travail sera réalisé à mi-parcours (3 ans) pour permettre de réorienter, si nécessaire, des actions et à l'échéance du plan d'actions (6 ans), afin d'établir une évaluation globale du schéma.

Le Conseil départemental de Vaucluse pilotera le dispositif d'observation dont il délèguera tout ou partie de sa mise en place et de son suivi à l'AURAV via la convention de partenariat.

De leur côté, les partenaires signataires s'engagent à participer à l'élaboration de cet observatoire en désignant un relai au sein de leur structure, en charge de fournir les données et informations nécessaires au suivi des actions et à leur évaluation.

2.5. Rendre compte annuellement de l'état d'avancement des actions

Afin de contribuer au suivi et à l'évaluation du schéma, chaque partenaire pilote d'une ou plusieurs actions inscrites dans le plan d'actions, s'engage à formaliser un document précisant l'état d'avancement des actions et les activités conduites pour contribuer à leur réalisation. Ce document devra être transmis avant le 31 juin de chaque année civile au Préfet et au Président du Conseil départemental. Lesquels auront la charge de présenter au Comité de pilotage une synthèse des contributions sous forme de bilan annuel.

ARTICLE 3 : Communication

Chacun des signataires de la convention s'engage à communiquer et faire connaître les engagements inscrits dans le schéma.

- Les signataires informeront la Préfecture et le Conseil départemental.
- de la communication liée aux actions dont ils assurent le pilotage.
- de toute manifestation ou action de communication relative à la présente convention.

L'ensemble des partenaires s'engage plus globalement à participer à la diffusion de la communication des autres actions du schéma en lien avec leurs services. Les signataires s'engagent à faire figurer le logo du schéma de services au public du Vaucluse, ci-contre, sur les documents afférents à la mise en œuvre de la présente convention.

Enfin chaque partenaire est impliqué de manière plus globale, vis-à-vis de l'amélioration de la lisibilité de ses services pour l'ensemble des usagers.

ARTICLE 4 : Durée de la convention

Cette convention est liée à l'exécution du schéma. Elle a ainsi pour durée la durée de ce schéma, soit 6 ans à compter du date de l'arrêté préfectoral qui a fixé celui-ci. Elle prend effet à date de signature des parties et s'achèvera-le

ARTICLE 5 : Avenants

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant

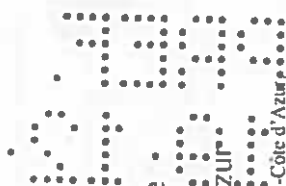
La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un exemplaire conservé par le Conseil départemental de Vaucluse et le Préfet de Vaucluse, représentant les intérêts de l'ensemble des signataires.

Une copie du document signé sera remise à chacun des signataires

Avignon, le

Préfet du Vaucluse,

Président du Conseil départemental,



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

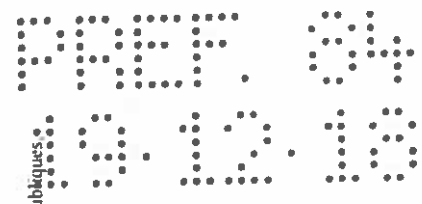
Pour le Conseil Regional Provence-Alpes-Côte d'Azur



Pour l'Agence Régionale de Santé.



Pour la Direction départementale des Finances Publiques.

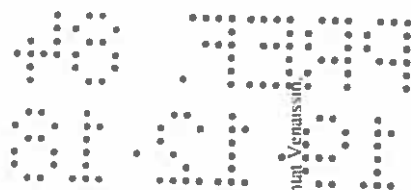




Pour la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon.



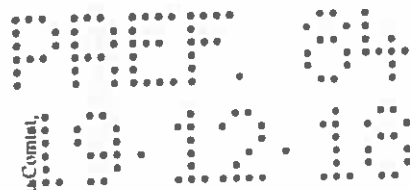
Pour la Communauté d'Agglomération Venloux-Comblay-Venassien.





Pour La Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse,

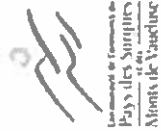
Pour la Communauté de Communes Les Sorgues du Comtal,



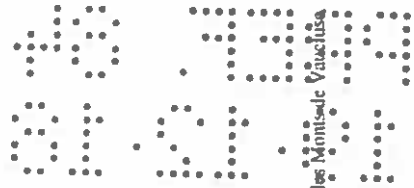


Communauté de Communes du Pays Réuni d'Orange

Pour la Communauté de Communes du Pays Réuni d'Orange.



Pour la Communauté de Communes du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse.





Pour la Communauté de Communes Vaison Ventoux

Pour la Communauté de Communes Rhône Lez Provence



Pour la Communauté de Communes Pays d'Apt Luberon.



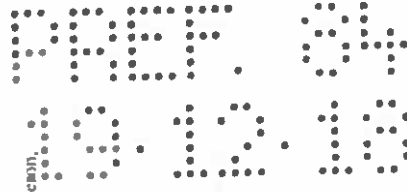
Pour la Communauté de Communes Pays de Grignan.



Pour La Communauté de Communes Aygues Ouvèze en Provence

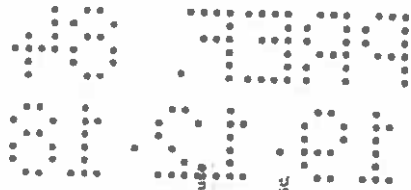


Pour la Communauté Territoriale du Sud Luberon





Pour la Communauté de Communes Veritoux Sud



Association des Maires de Vaucluse

AMV 84

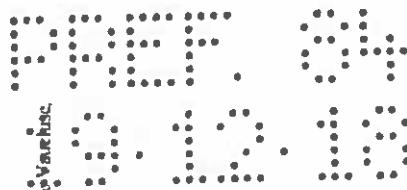
Pour l'Association des Maires de Vaucluse



Pour la Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse,



Pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Vaucluse,



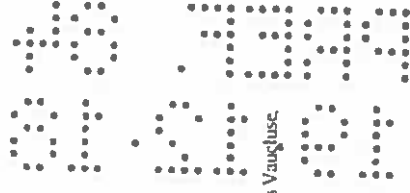


Carsat
Région
de la Cote d'Azur
Sud-Est

Pour la Caisse d'Assurance Retraite et la Santé Au Travail Sud-Est.



Pour la Mutualité Sociale Agricole Alpes Vaucluse.





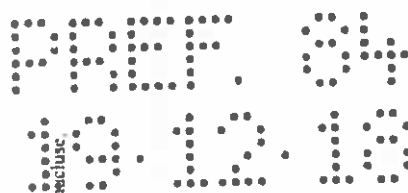
LA POSTE

Pour la Poste,



pôle emploi

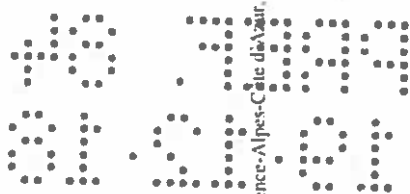
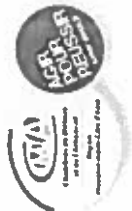
Pour la Direction Territoriale Pôle Emploi Vaucluse





CCI VAUCLUSE

Pour la Chambre de Commerce d'Industrie de Vaucluse,



Pour la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

L'an deux mille dix-huit le dix décembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 DECEMBRE 2018

Date de convocation : 4 décembre 2018

Affichée le : 4 décembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 47 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 46 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 45 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 41 (délibérations n°192-18 à 194-18) ; 40 (délibérations n°195-18 à 207-18) ; 39 (délibérations n°208-18 à 211-18)

Nombre de votants : 59 (délibérations n°167-18 à 183-18) ; 58 (délibérations n°184-18 à 186-18) ; 57 (délibérations n°187-18 à 191-18) ; 56 (délibérations n°192-18 à 211-18)

Nombre d'absents : 1 (délibérations n° 167-18 à 183-18) ; 2 (délibérations n° 184-18 à 186-18) ; 3 (délibérations n° 187-18 à 191-18) ; 4 (délibérations n° 192-18 à 211-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°186-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU (jusqu'à la délibération n°191-18) - Joël BOTREAU - Caroline BALAS - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY (jusqu'à la délibération n°194-18)- Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) - Jean-Marie ROUX - Michel BLANCHARD - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°194-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Éric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°191-18) Lafare : Philippe SOARD suppléant de Jean-Paul ANRÈS La Roque sur pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°191-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN (jusqu'à la délibération n°207-18) Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD à Luc REYNARD ; Pauline DREANO à Christiane MARCHELLO-NIZIA ; Jean-François SENAC à Jean-Pierre CAVIN ; Gérard ROLLAND à Franck DUPAS ; Karine GUEZ à Bruno GANDON ; Bernard BOSSAN à Peggy BERTOLUCCI (jusqu'à la délibération n°183-18) ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD ; Roselyne SULTANA à Aimé NAVELLO ; Louis BONNET à André AIELLO ; Gérard VILLON à Guy REY ; Pascal BOUREZ à Léopold MEYNAUD ; Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON (de la délibération n°184-18 à 186-18) ; Agnès MOISSON à Jean-Marie ROUX (à partir de la délibération n°187-18) ; François ILLE à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°192-18) ; Yvette GUIOU à Caroline BALAS (à partir de la délibération n°192-18) ; Hélène CABASSY à Joël BOTREAU (à partir de la délibération n°192-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Hervé de LÉPINAU (à partir de la délibération n°195-18) ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON (à partir de la délibération n°208-18).

ABSENTS : Francis JULLIEN ; Bernard BOSSAN (à partir de la délibération n°184-18) ; Peggy BERTOLUCCI (à partir de la délibération n°187-18) ; Christian MEFFRE (à partir de la délibération n°192-18).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jean-Marie GRAVIER

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°189-18

Objet : Opération programmée d'amélioration de l'habitat de la copropriété Zola à Carpentras

Conseil communautaire du 10 décembre 2018

Délibération n°189-18

Objet : Opération programmée d'amélioration de l'habitat de la copropriété Zola à Carpentras

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5211-10,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière d'équilibre social de l'habitat,

Vu la délibération n°05-07 du 22 février 2007 adoptant le Programme Local de l'Habitat,

Vu la délibération n°130-13 du 9 septembre 2013 relative au lancement de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH copro Zola de Carpentras,

Vu la délibération n°07-14 du 3 mars 2014 adoptant le 2^{ème} Programme Local de l'Habitat 2014-2020,

Vu le projet de convention cadre relative à l'OPAH « copro Zola »,

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 29 novembre 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la stratégie de développement de l'intercommunalité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention cadre (et ses annexes) de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Emile Zola dite « OPAH copro Zola » à Carpentras jointe à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le président à signer cette convention, à prendre et à signer toute décision d'attribution de subvention dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget, et tous actes afférents à la mise en œuvre de l'OPAH copro Zola.

Transmis en Préfecture le :

13 DEC 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

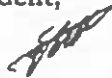
13 DEC 2018

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le : 13 DEC 2018

Guy Rey



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018



OPAH-COPROPRIETE

Opération programmée d'amélioration de l'habitat
pour la copropriété Émile Zola à Carpentras

Convention cadre

2019-2024

La présente convention est établie :

Entre

- la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**, ci-après dénommée « la CoVe », maître d'ouvrage de l'OPAH-copropriété pour la copropriété Émile Zola à Carpentras, représentée par le Président, M. Guy REY,
- l'État, représenté par Monsieur le Préfet du département de Vaucluse, M. Bertrand GAUME,
- l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par M. Bertrand GAUME, le Délégué de l'Anah dans le département de Vaucluse, agissant dans le cadre des articles R.321-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »,
- la ville de Carpentras, représentée par M. Serge ANDRIEU, Maire de Carpentras,
- le Département de Vaucluse, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Maurice CHABERT,
- le syndicat de copropriétaires, ci-après dénommé, Maurice Garcin, syndic de la copropriété Émile Zola et représentant du syndicat de copropriétaires de cette copropriété.

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants et R.321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire du 7 juillet 1994 du Ministère du Logement et du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville relative aux OPAH concernant des ensembles immobiliers en copropriété rencontrant de graves difficultés sur le plan technique, social et financier

Vu le 2^{ème} Programme Local de l'Habitat (2014-2020), adopté par la CoVe, le 3 mars 2014,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, adopté par le Conseil départemental de Vaucluse, le 28 avril 2017.

Vu le Dispositif Départemental en Faveur de l'Habitat, adopté par le Conseil départemental de

Vaucluse, le 30 juin 2017,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du XXXX sur la convention d'OPAH-copropriété Émile Zola.

Vu la délibération n°XXXXX du Conseil départemental de Vaucluse, en date du XXXX, autorisant la signature de la convention d'OPAH copropriété Émile Zola,

Vu la délibération n°XXXXX du conseil municipal de Carpentras, du XXXXXX, autorisant la signature de la convention d'OPAH copropriété Émile Zola,

Vu la délibération n° XXXXXX du conseil de communauté de la CoVe du XXXXXX, autorisant la signature de la convention d'OPAH copropriété Émile Zola,

Vu la mise à disposition du public de la convention d'OPAH-copropriété Émile Zola, du XXXXX au XXXXXX en application de l'article L-303-1 du code de la construction et de l'habitation.

Il a été exposé ce qui suit :

Table des matières

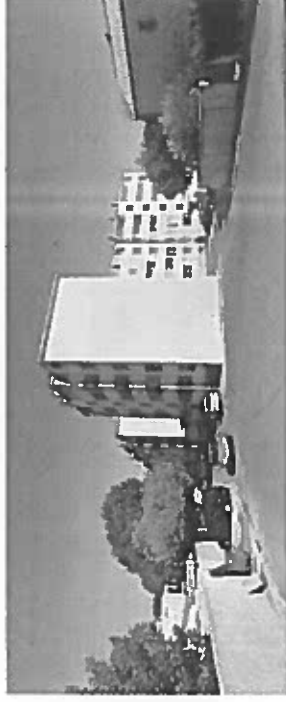
Préambule	6
Article 1 – Dénomination, périmètre, champs d'application territoriaux	8
1.1. Dénomination de l'opération	8
1.2. Objet de la convention	8
1.3. Périmètre et champs d'intervention	8
Article 2 : Caractéristiques, état et instance de la copropriété	10
2.1. Caractéristiques générales	10
2.2. Synthèse du fonctionnement et de la gestion	11
2.3. Synthèse de la propriété et de l'occupation	12
2.4. Etat des bâtiments avec estimation des travaux à réaliser en parties privatives	12
2.5. Synthèse technique globale des bâtiments	13
Article 3 – Enjeux	14
Article 4 – Objectifs généraux et qualitatifs de l'opération	14
Article 5 – Programme d'actions	15
5.1. Phase de redressement	15
5.1.1. Volet juridique et foncier	15
5.1.2. Volet animation et appui aux instances de gestion et aux copropriétaires	16
5.1.3. Volet social	16
5.2. Phase d'accompagnement et de mise en œuvre des travaux	18
5.2.1. Volet technique	18
Article 6 – Objectifs quantitatifs de travaux de réhabilitation	20
Article 7 – Financements des partenaires de l'opération et engagements complémentaires	22
7.1. Financements de l'Anah	22
7.1.1. Règles d'application	22
7.1.2. Montants prévisionnels	22
7.2. Financements de la prime « Habiter Mieux »	23
7.3. Financements de la CoVe	23
7.3.1. Règles d'application	23
7.3.2. Montants prévisionnels	23
7.4. Financements du Département de Vaucluse	24
7.5. Financements de la Ville de Carpentras	24
7.5.1. Règles d'application	24
7.5.2. Montants prévisionnels de la Ville de Carpentras	24
7.6. Engagements du syndicat des copropriétaires	24
Article 8 – Pilotage de l'opération, animation et évaluation	25
8.1. Pilotage de l'opération	25
8.1.1. Mission du maître d'ouvrage	25
8.1.2. Instances de pilotage	25
8.2. Suivi-animation de l'opération	26
8.2.1. Équipe de suivi-animation	26
8.2.2. Contenu des missions de suivi-animation	26
8.3. Évaluation et suivi des actions engagées	28
8.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs	28
8.3.2. Bilans et évaluation finale	28
Article 9 – Communication	29
Article 10 - Prise d'effet et durée de la convention	30
Article 11 - Révision et/ou résiliation de la convention	30
Article 12 – Transmission de la convention	31
Annexes	32

Annexe 1. Synthèse des travaux des parties communes identifiées et du coût estimatif	33
Annexe 2. Plans de financements prévisionnels	34
Annexe 3. Taux de participation des partenaires aux travaux et plafonds d'intervention pour les parties communes	35
Annexe 4. Calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'opération	36
Annexe 5. Pour information : synthèse des travaux des parties privatives	37

Préambule

La CoVe (70 258 habitants : source INSEE 01/01/16) prend appui au nord sur les montagnes de l'arc Ventoux et les Dentelles de Montmirail et à l'est sur les Monts du Vaucluse tandis qu'elle s'étend au sud sur la plaine comtadine. C'est un territoire en grande partie rural avec une ville principale qui est la seule commune urbaine de l'agglomération : Carpentras. La CoVe possède également 7 communes « pôles d'équilibre » (Sarrians, Aubignan, Mazan, Caromb, Beaumes-de-Venise, Malaucène et Bédoin) dont les centres anciens concentrent un nombre important d'immeubles dégradés alors que les enjeux de valorisation du patrimoine sont importants. Enfin les 17 autres communes sont rurales.

Le programme local de l'habitat a identifié dès 2007, trois copropriétés fragiles situées sur la ville centre de Carpentras : Émile Zola, la Cité verte et le Bois de l'Ubac.



En 2005, la région PACA a délibéré pour un programme d'action pour le logement des plus démunis. Elle a signé des conventions avec la Fédération des Associations pour la Promotion et l'insertion par le Logement (FAPIL), Méditerranée pour 3 programmes expérimentaux dont le dispositif de soutien et de

prévention dans les copropriétés en difficultés.

Ce dispositif expérimental porte sur 4 copropriétés en Provence-Alpes-Côte d'Azur : Marseille, Toulon, La Ciotat et Carpentras. Le choix de la copropriété Émile Zola à Carpentras a été effectué sur propositions des différents opérateurs repérés.

L'association Soligone soutenue financièrement par la FAPIL/Région PACA a été mandatée pour réaliser une première étude diagnostique sur l'état de la copropriété. Le résultat de l'étude a été présenté le 20 octobre 2010. Les partenaires présents étaient la Région, le Conseil départemental, l'État (Préfecture et DDT), la CoVe, la mairie de Carpentras, la CAF, Vacluse Logement, la FAPIL PACA et Soligone.

La copropriété Émile Zola relève de problématiques à la fois sociales (mixité sociale, propriétaires à faibles revenus, logement locatif avec du public défavorisé) et techniques (logements et parties communes anciens et dégradés) qui entrent dans le cadre du PLH. Elle a été identifiée dès le premier PLH (2007) comme nécessitant une intervention publique. Fin 2015, une étude pré-opérationnelle a été confiée au cabinet Citémérie. Elle s'est achevée le 14 novembre 2016.

Le diagnostic a établi les principaux éléments suivants :

- 3 bâtiments en R+4 : 40 T3 et 50 T4 ;
- Une bonne situation et un environnement favorable mais une image dévalorisante et une mauvaise réputation ;
- Les documents juridiques à mettre à jour ;
- Une organisation et un fonctionnement non conformes au règlement de copropriété ;
- Une situation financière fragile (22 000€ d'impayés) ;
- Un syndicat dominé par les bailleurs (69/89) ;
- Des ménages en situation de précarité : 9,4% des locataires et 77% des propriétaires occupants ont des revenus sous le seuil de pauvreté ;
- Taux d'emploi de 35% chez les locataires et de 72% chez les propriétaires occupants ;
- Peu de propriétaires accédants (5 ménages sur les 5 dernières années) ;
- Des locataires subissant des taux d'effort importants ;
- Un état général très dégradé (Indice de Dégradation globale de la copropriété = 0,64 mais ne concerne pas de travaux lourds (toiture...) – Pour référence, un logement est considéré comme très dégradé pour un ID $\geq 0,4$) ;
- Des logements énergivores (classe F) ;
- Isolation phonique et thermique, chauffage et humidité sont les principales préoccupations des habitants ;

Au vu des résultats de l'étude, le comité de pilotage s'est interrogé sur la pertinence de mener un plan de sauvegarde ou une opération programmée de l'Habitat copropriété dégradée. Au vu de la taille de la copropriété (inférieure à 100 logements), de la dynamique déjà enclenchée par le syndicat pour résorber les impayés de charges, de l'état de dégradation pouvant être résolu par des travaux importants mais pouvant être suivis par le syndicat, le comité de pilotage de l'étude a décidé de poursuivre l'action avec la mise en œuvre d'une opération programmée de l'Habitat copropriété dégradée portée par la CoVe.

Lors de l'assemblée générale du syndicat de copropriétaires de la copropriété Émile Zola du 20 avril 2017, une restitution de l'étude a été présentée et les copropriétaires ont voté un engagement de principe pour participer à la démarche et être signataire de la convention d'OPAH.

A l'issue de ce constat, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Dénomination, périmètre, champs d'application territoriaux

1.1. Dénomination de l'opération

La CoVe, l'État, l'Anah, le Département de Vaucluse et le syndicat des copropriétaires de la copropriété Émile Zola décident de réaliser une opération programmée d'amélioration de l'habitat de la copropriété Émile Zola à Carpentras, ci-après dénommée « OPAH copropriété Émile Zola ».

1.2. Objet de la convention

La présente convention a pour objectif de définir l'ensemble des modalités nécessaires à la mise en œuvre de l'OPAH copropriété Émile Zola répondant spécifiquement aux caractéristiques de la copropriété.

Elle s'inscrit dans une logique d'engagements mutuels entre les différents signataires afin d'atteindre l'objectif commun final d'amélioration globale de la copropriété Émile Zola.

Elle se compose de deux phases :

- **Avant le vote en assemblée générale des travaux :**
 - Une phase de redressement d'environ deux ans (financier, juridique, social) accompagnée d'une estimation sur la base de devis d'entreprises et de la réalisation d'une simulation de financement des travaux pour chaque copropriétaire (PO ou PB) en fonction de la typologie de chaque logement et des tantièmes.
- **Après le vote en assemblée générale des travaux :**
 - Le montage effectif des dossiers de demande de subvention auprès de l'ensemble des financeurs
 - La réalisation des travaux
 - Le suivi des travaux et l'accompagnement des copropriétaires jusqu'au versement des subventions

1.3. Périmètre et champs d'intervention

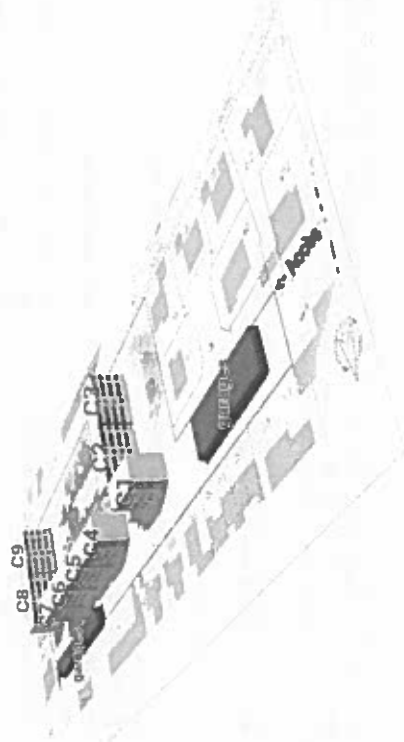


Le périmètre d'intervention se définit comme suit : la résidence Émile Zola, cadastrée CI 0086, qui comprend 3 bâtiments et des garages et qui est située sur la commune de Carpentras.

Bâtiment	Adresse
C1	126 rue Stendhal
C2	132 rue Stendhal
C3	134 rue Stendhal
C4	162 rue Stendhal
C5	178 rue Stendhal
C6	198 rue Stendhal
C7	214 rue Stendhal
C8	232 rue Stendhal
C9	234 rue Stendhal

Les champs d'intervention sont les suivants :

Cette OPAH copropriété Émile Zola vise la réhabilitation des parties communes de cette résidence.



Article 2 : Caractéristiques, état et instance de la copropriété

Cet article 2 et ses sous-parties présentent des éléments de synthèse. Le détail de l'état et de l'instance de la copropriété est dans le diagnostic de l'étude pré-opérationnelle consultable auprès du service habitat de la CoVe.

2.1. Caractéristiques générales

La copropriété date des années 60.

Aux termes du règlement de copropriété, la résidence Zola est constituée de 3 immeubles collectifs (I, II et III) en R+4 et de 45 garages extérieurs répartis en 2 blocs.



La copropriété comporte 227 lots privatifs dont :

- 90 logements (à raison de 10 logements par cage d'escalier),
- 2 commerces (ces deux lots appartiennent au même copropriétaire. Les lots ont été regroupés pour ne former qu'un seul commerce),
- 90 caves,
- 45 garages.

	I				II				III				Garages		TOTAL
	R+4				R+4				R+4				R+4		
Lots princ.	Logements				30	40	20	-	-	-	-	-	-	-	90
	Commerces				2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
	Caves				30	40	20	-	-	-	-	-	-	90	
Lots Sec.	Aires de stationnement				-	-	-	-	-	-	-	-	-	45	45
	TOTAL				62	80	40	40	45	45	227				

Si à Carpentras le prix moyen de vente d'un appartement s'établit à environ 1 500€/m², dans la résidence le prix serait d'environ 830€/m² (42k€ pour un T3 et 50k€ pour un T4) voire moins selon l'état du logement.

Outre les prix de vente, la copropriété bénéficie de quelques atouts : la proximité du centre-ville et de ses commodités (commerces, lycée), des logements plutôt spacieux, des facilités de stationnement. Mais elle pâtit encore plus de sa mauvaise réputation, du sentiment d'insécurité et de l'état de dégradation des parties communes voire de certains logements.

Dans ces conditions, les quelques logements qui ont été proposés à la vente dans la résidence ont surtout suscité l'intérêt des investisseurs à la recherche d'une rentabilité à court terme. Ceci est confirmé par les enquêtes réalisées par l'étude pré-opérationnelle qui n'ont permis de dénombrier qu'un seul accédant au cours des 5 dernières années.

2.2. Synthèse du fonctionnement et de la gestion

➤ Le syndic :

Le règlement de copropriété Émile Zola, rédigé sous l'empire de la loi du 28 juin 1938, prévoit l'existence d'un syndicat principal et d'un syndicat secondaire par bâtiment, chacun représenté par un syndic. Cependant, l'organisation actuelle du syndicat des copropriétaires (un syndicat unique représenté par un syndic) ne respecte donc pas les dispositions du règlement.

Le cabinet Maurice Garcin assure la mission de syndic de la copropriété depuis le 28 septembre 2011. Il a succédé au cabinet Immonier qui gérait le syndicat depuis 2005.

Depuis 2013, le quitus lui est systématiquement délivré pour sa gestion. Sa dernière désignation date de l'assemblée générale du 14 avril 2018 pour une durée de 3 ans soit jusqu'au 17 avril 2021.

➤ Le syndicat des copropriétaires :

Le syndicat des copropriétaires comprend 89 copropriétaires qui se partagent les 227 lots dont 90 logements. La très grande majorité d'entre eux – 69 copropriétaires soit 78% – ne réside pas au sein de la copropriété (contre 20 propriétaires occupants). Toutefois, 58 de ces copropriétaires non occupants (soit 84%) sont domiciliés dans le département du Vaucluse dont 31 à Carpentras.

Le syndicat des copropriétaires souffre d'un dysfonctionnement majeur, caractérisé par un absentéisme des copropriétaires aux assemblées générales.

➤ Le conseil syndical :

Le conseil syndical est composé de 16 personnes élues pour une durée de 1 an.

Il est constitué de :

- 7 propriétaires occupants,
- 9 propriétaires bailleurs (6 mono propriétaires et 3 multi propriétaires).

Aucun Président n'a été formellement désigné. Un conseiller syndical, propriétaire non occupant, est très impliqué et occupe de fait le poste de Président du conseil syndical.

L'ensemble des entrées (C1 à C9) est représenté au sein du conseil syndical par au moins un copropriétaire.

➤ Le budget :

Le dernier exercice clos approuvé et analysé couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014. Le montant total des dépenses était de 65 440€ soit en moyenne 727€/an et par logement (182€/trimestre). Au regard de la typologie des logements, les disparités sont très faibles au sein de la copropriété.

La faiblesse des charges s'explique principalement par l'individualisation de la facturation d'un certain nombre de prestations (eau, chauffage). 95% des charges sont concentrées sur 3 postes : le personnel, l'assurance et les frais de gestion. Depuis 2011, peu de travaux ont été votés par les copropriétaires.

➤ Analyse des impayés :

Sur l'ensemble du syndicat, 43 copropriétaires (soit plus de 60% des membres) possédaient un compte débiteur lors de la dernière clôture des comptes en 2014 pour un montant total d'impayés de 22 575€ dont 11 copropriétaires (soit 26% des débiteurs) détenaient plus de 75% des impayés.

Il s'agit de souligner que les impayés des copropriétaires ont nettement diminué depuis 2011 passant

de 43 780€ à la clôture des comptes 2011 à 22 575€ en 2013 (soit une diminution de près de 50%).

➤ Les procédures judiciaires :

Le service contentieux utilise abondamment la procédure en injonction de payer ce qui est très positif. Malgré quelques faiblesses, la politique de recouvrement des impayés menée par le cabinet semble avoir porté ses fruits. Les impayés ont considérablement diminué depuis 2011 (près de 50%). Il faut toutefois rester vigilant car ceux-ci ont augmenté au 1^{er} septembre 2015 (+4 692€). La situation du syndicat, même si elle s'améliore, demeure fragile. Le syndic doit donc poursuivre ses efforts auprès des débiteurs.

➤ Situation financière :

La situation financière de la copropriété est fragile. Au 31 décembre 2014, lors de la clôture des comptes de l'exercice 2014, la situation financière du syndicat des copropriétaires était la suivante : la trésorerie était de 9 527€ soit moins de 2 mois de fonctionnement courant (50 jours si on se réfère au budget prévisionnel de l'exercice 2015) ce qui est encore insuffisant. Cette situation tient principalement aux dettes des copropriétaires. Le niveau de trésorerie a toutefois augmenté depuis 2010 ce qui est un signe encourageant.

En 2014, le syndicat ne disposait d'aucune avance de trésorerie, ce qui limite les marges de manœuvre du syndic.

Cette situation s'explique par la dette importante de la copropriété. Elle s'établissait à 32 103€, soit 49% du budget prévisionnel en 2014. Depuis la clôture des comptes 2011, elle ne cesse cependant de diminuer (de 121 794€ à 32 103€).

2.3. Synthèse de la propriété et de l'occupation

Lors de l'étude pré-opérationnelle, le statut d'occupation était le suivant :

- 65 locaux soit 76%,
- 20 propriétaires occupants soit 24%,
- 5 logements vacants soit 6%.

L'enquête de l'étude préalable a révélé les éléments suivants :

- Age moyen du chef de famille : 46 ans,
- Taille moyenne des ménages : 4 personnes,
- Des ménages en situation de précarité : 94% des locaux et 77% des propriétaires occupants ont des revenus sous le seuil de pauvreté,
- Taux d'emploi de 35% chez les locaux et de 72% chez les propriétaires occupants,
- Peu de propriétaires accédants (5 ménages sur les 5 dernières années),
- Des locaux subissant des taux d'effort importants,
- Les habitants sont en général peu satisfaits de la qualité de leurs logements.

2.4. Etat des bâtiments avec estimation des travaux à réaliser en parties privatives

Le diagnostic synthétique et l'évaluation à voir en annexe 5 sont indiqués à titre informatif car les subventions de cette OPAH copropriété Émile Zola n'interviendront que sur les parties communes et résidentielles et pas sur les parties privatives qui pourront bénéficier uniquement des aides de droit commun.

Ces travaux privatifs, à la discrétion de chaque propriétaire, sont fortement recommandés en raison de la nécessité d'une mise en sécurité de l'installation électrique et de l'amélioration potentielle du confort énergétique (équipement de chauffage).

Cette simulation non-exhaustive est à adapter au cas par cas. Elle peut, bien entendu, être complétée

par divers travaux induits et non-induits en fonction du degré de rénovation souhaitée du logement. Il s'agit des travaux à minima indispensables au bon fonctionnement du logement et à sa mise en sécurité.

Des travaux de réfection complète des salles de bains et W.C. sont également proposés car la plupart des logements visités présentaient des installations anciennes et usées, mais surtout, la moitié des ménages interrogés estiment que des travaux sont nécessaires dans ces pièces d'eau (réfection et/ou adaptation).

2.5. Synthèse technique globale des bâtiments

Le détail du diagnostic technique des bâtiments se trouve dans l'étude pré-opérationnelle qui est consultable auprès du service habitat de la CoVe.

Les travaux pressentis par le présent diagnostic et proposés ci-après ont été répartis en quatre catégories :

- **Prioritaires**, pour les travaux ayant trait à la sécurité des personnes et à la prévention de dégradations plus importantes de l'immeuble,
- **Réparation**, pour les travaux spécifiques à l'usage courant et au remplacement des équipements obsolètes (estimation hors VRD et extérieurs),
- **Amélioration**, pour les travaux relatifs à la valorisation de la qualité et du cadre de vie,
- **Résidentialisation**, pour les travaux relatifs à une reconfiguration des accès et des équipements de la copropriété.

Description et estimation des travaux envisagés dans les parties communes :

Travaux prioritaires	Travaux de réparation	Travaux d'amélioration	
<ul style="list-style-type: none">• Reprise des bétons,• Ventilation des gaines techniques,• Remplacement des portes palières,• Remplacement des portes des placards techniques par des portes coupe-feu 1/2h• Exutoire de désenfumage,• Remplacement des chutes d'EV,• Eclairage de sécurité	<ul style="list-style-type: none">• Reprise et ravalement des façades,• Réfection des étanchéités de toitures,• Reprise des collecteurs d'EP,• Remplacement des portes d'entrées des bâtiments,• Reprise des peintures sur structure	<ul style="list-style-type: none">• Isolation thermique de l'enveloppe du bâtiment,• Remplacement des menuiseries en parties communes :• Remplacement des portes d'entrées d'immeuble,• Remplacement de toutes les menuiseries en parties privatives,• Contrôle d'accès des bâtiments.	
612 000€ HT	480 000€ HT	1 277 000€ HT	2 369 000€ HT
689 000€ TTC	535 000€ TTC	1 392 000€ TTC	2 616 000€ TTC

Les travaux de residentialisation pourront être intégrés à cette opération et pourront bénéficier uniquement de subventions de la part de l'Anah sous réserve d'accord préalable de l'Anah sur le projet présenté.

Travaux de residentialisation	
<ul style="list-style-type: none">• Reprise de la voirie et éclairage,• Récupération des EP et arrosage,• Remplacement des boîtes aux lettres,• Contrôle d'accès à la résidence,• Déplacement des garages à l'entrée.	
Cotis estimés (honoraires compris)	
	366 800€ HT
	432 700€ TTC

Article 3 – Enjeux

Les enjeux sont l'amélioration financière et sociale de la copropriété ainsi que du cadre de vie de la résidence et notamment par :

- L'implication des copropriétaires dans le fonctionnement de la copropriété ;
 - Le soutien des propriétaires occupants très modestes afin de maintenir leur présence dans la copropriété ;
 - L'amélioration de cette copropriété pour créer de meilleures conditions d'habiter, incitant les locataires à rester plus longtemps dans ce parc ;
 - La réduction des charges des occupants ;
- Les occupants ont des revenus très faibles et une amélioration du parc permettrait des travaux qui réduiraient leurs dépenses énergétiques.
- La création de logements à loyer conventionné
- Pour bénéficier des subventions, les bailleurs sociaux devront conventionner leur logement avec l'Anah pour une durée minimale de 9 ans. Le nombre de logements conventionnés sociaux et très sociaux sera comptabilisé dans le bilan de logements sociaux de la Ville de Carpentras et dans l'atteinte des objectifs du PLH. Les locataires pourront bénéficier des aides au logement liées à ces conventionnements.

Article 4 – Objectifs généraux et qualitatifs de l'opération

Les principaux objectifs de l'opération seront présentés dans ce paragraphe puis déclinés en thématiques dans les différents volets d'actions (article 5).

Afin de répondre aux enjeux, les objectifs généraux de l'OPAH copropriété Émile Zola sont :

- Accompagner les copropriétaires dans le redressement financier et juridique de la copropriété,
- Lutter contre l'habitat très dégradé et l'habitat indigne des propriétaires occupants (PO) et des propriétaires bailleurs (PB) en corollaire d'un loyer maîtrisé,
- Lutter contre la précarité énergétique.

Article 5 – Programme d'actions

Le programme d'actions va se dérouler dans un premier temps en une phase de redressement de la copropriété qui durera environ 2 ans puis, après validation de l'assemblée générale des copropriétaires et du comité de pilotage débutera la phase de mise en œuvre des travaux qui durera environ 3 ans.

5.1. Phase de redressement

5.1.1. Volet juridique et foncier

❖ *Objectif*

L'objectif est d'obtenir un règlement à jour correspondant avec la pratique de la copropriété.

❖ *Descriptif du dispositif*

➤ *Mise en conformité du fonctionnement de la copropriété avec les documents réglementaires.*

- Désignation des syndics

Actuellement, le règlement de copropriété prévoit un syndicat principal et un syndicat secondaire par bâtiment, chacun représenté par un syndic. Or, le fonctionnement actuel est avec un seul syndic.

- L'opérateur accompagnera les instances de la copropriété dans la désignation des syndics secondaires ou dans la modification du règlement de copropriété.
- L'Adil pourra être sollicitée en appui pour le conseil juridique.
- Les aides à la gestion de l'Anah seront sollicitées si nécessaire en appui du financement des actes à mettre en œuvre (géomètre, notaire).

- Répartition des charges

La répartition des charges spéciales réparties par cage est non conforme aux dispositions du règlement de copropriété (répartition par bâtiment).

L'opérateur devra accompagner les instances dans la remise en conformité de la répartition des charges avec une recherche de financements dédiés.

- Mise à jour du règlement de copropriété

Le règlement actuel est rédigé sous le régime de la loi de 1938 et contient de nombreuses clauses obsolètes.

L'opérateur devra accompagner les instances dans la mise à jour du règlement de copropriété et mettre en place des financements dédiés.

➤ *Information préventive*

La ville pourra établir un Droit de Préemption Urbain renforcé sur la copropriété afin d'être informée de tous les projets de mutation via les Déclarations d'Intentions d'Aliénations (DIA).

La ville transmettra les DIA afférentes à la copropriété ou le syndic transmettra les avis de mutations afin d'informer les futurs acquéreurs de l'opération en cours et du fonctionnement de la copropriété.

5.1.2. Volet animation et appui aux instances de gestion et aux copropriétaires

❖ *Objectifs*

L'animation pour ce volet, visera à réduire les impayés, à mettre en place un fonds de travaux et à accompagner le syndicat de copropriétaires à mieux se structurer pour être plus acteur dans les décisions à prendre.

❖ *Descriptif du dispositif*

➤ *Redressement économique de la copropriété*

- Résorption des impayés

L'opérateur accompagnera les instances de la copropriété dans le suivi régulier des procédures de recouvrement mise en œuvre par le syndic.

- Suivi de gestion

L'opérateur accompagnera le conseil syndical dans le suivi régulier de la gestion des comptes et la renégociation des contrats, en lien avec les services du syndic

- Provisionnement d'une avance de trésorerie et d'un fond « travaux »

L'opérateur accompagnera le syndic dans la promotion auprès des copropriétaires d'une avance de trésorerie et d'un fonds pour travaux et leur mise en place.

➤ *Appui des instances dans leur rôle*

- Renforcement de la dynamique du syndicat

L'opérateur mettra en œuvre des actions de formation/information des copropriétaires et du conseil syndical sur le fonctionnement du syndicat et du conseil syndical sur leur rôle respectif.

L'opérateur accompagnera le conseil syndical dans la structuration de son travail de contrôle.

- Accompagnement dans la mise en œuvre de l'OPAH

L'opérateur accompagnera les instances de la copropriété dans la recherche et le choix du maître d'œuvre chargé d'organiser et suivre le chantier de travaux en parties communes.

L'opérateur accompagnera le syndic et les copropriétaires dans la recherche, le montage et le suivi des demandes de financements inscrits à la convention et de tous financements complémentaires (prêts collectifs, Eco-prêt à taux zéro, aides exceptionnelles).

5.1.3. Volet social

❖ *Objectif*

Ce volet a pour but d'accompagner les copropriétaires et les résidents dans toutes les mesures d'ordre social.

❖ *Descriptif du dispositif*

➤ **Accompagnement des ménages les plus fragiles**

- Accès aux aides de droit commun

L'opérateur identifiera les ménages les plus en difficulté, réalisera une évaluation sociale de leur situation et les orientera vers les services sociaux appropriés.

- Solvabilisation des ménages

Le Conseil départemental de Vaucluse examinera la possibilité d'ouvrir le Fond Solidarité Logement (FSL) aux propriétaires occupants en impayés de charges conformément à son règlement intérieur.

L'opérateur accompagnera les ménages (locataires et propriétaires) dans la mobilisation du FSL : orientation vers les services sociaux appropriés.

L'opérateur identifiera les ménages susceptibles de bénéficier d'un accompagnement social lié au logement (ASLL) auprès du FSL.

L'opérateur mettra en œuvre un accompagnement renforcé des ménages propriétaires occupants dans le cas où le règlement du FSL ne leur permet pas d'accéder aux mesures d'ASLL.

L'opérateur accompagnera les accédants dans les demandes de réaménagement des prêts individuels.

➤ **Lutte contre l'habitat indigne**

L'opérateur devra :

- Identifier les logements indignes et toutes les situations de non-conformité des équipements communs,
- Accompagner les locataires dans les procédures de lutte contre les logements indécents,
- Informer et accompagner le cas échéant les services de la ville de Carpentras dans la conduite des procédures coercitives (manquement au Règlement Sanitaire Départemental (RSD) péril, mise en conformité des équipements communs),
- Conduire auprès des bailleurs le volet « incitatif » des dossiers.

➤ **Conseil et information des résidents et des bailleurs**

L'opérateur mettra en place et animera des actions d'information destinées aux bailleurs et aux locataires, en matière de droits et devoirs des parties.

Le cas échéant, l'opérateur se positionnera en qualité de médiateur dans le cas de conflit entre bailleur et locataire.

L'opérateur orientera si nécessaire, les locataires ou les bailleurs vers la saisine de la Commission Départementale de Conciliation des Baux d'Habitation (CDCBH).

L'opérateur relayera l'information sur le déroulement de l'OPAH auprès de l'ensemble des publics.

➤ **Vie sociale**

- Réappropriation des espaces communs

Il s'agira de réfléchir à la mise en place du déploiement d'une équipe de prévention spécialisée afin d'engager des actions de « reconquête » des espaces communs par l'ensemble des publics.

Les services dédiés de la CoVe installeront des équipements de tri sélectif au sein de la résidence et sensibiliseront les habitants à leur utilisation.

- Sécurité

Il s'agira de développer des actions de prévention de la délinquance auprès des habitants de la

résidence et de sécurisation des personnes et des abords.
La sécurisation du chantier sera indispensable à la venue des entreprises et au bon déroulement des travaux.

5.2. Phase d'accompagnement et de mise en œuvre des travaux

5.2.1. Volet technique

❖ *Objectif*

Ce volet vise à accompagner les copropriétaires dans l'élaboration et la réalisation d'un programme de travaux conduisant à la requalification globale et pérenne de la copropriété au niveau des bâtiments tout en étant, grâce au déclenchement des aides publiques, adapté aux capacités financières des copropriétaires.

Au-delà de la remise en état du bâtiment, l'objectif est aussi de limiter les charges énergétiques des occupants de la copropriété.

❖ *Descriptif du dispositif*

➤ **Actions préalables à l'engagement des travaux en parties communes.**

- Levée des éventuels périls

L'opérateur avec le syndic recensera les éléments et les situations présentant un risque de péril.

L'opérateur transmettra l'information aux services de la ville qui auront la charge d'entamer les procédures adéquates.

La copropriété via son syndic fera réaliser les travaux de purge de ces périls.

L'opérateur accompagnera le syndic dans la recherche et le montage des financements nécessaires.

- Mise en place de la maîtrise d'œuvre

L'opérateur assistera le syndic dans la rédaction du cahier des charges de la maîtrise d'œuvre, la consultation des professionnels et l'analyse de leurs offres.

➤ **Travaux**

- Réalisation des travaux en parties communes

L'opérateur devra informer l'ensemble des copropriétaires des montages financiers prévisionnels sur leur quote-part individuelle de travaux, préalablement à l'assemblée générale à laquelle sera soumise la décision de les réaliser.

L'opérateur accompagnera le syndic et les copropriétaires individuellement dans le montage et le suivi des dossiers de demande de financements, ainsi que dans le volet de la défiscalisation.

L'opérateur aura la charge de suivre et faire respecter la programmation financière établie dans la convention d'OPAH.

Une mission d'accompagnement à l'auto-réhabilitation des parties communes sera mise en place.

Rappel des travaux envisagés :

Travaux prioritaires	Travaux de réparation	Travaux d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> Reprise des bétons, Ventilation des gaines techniques, Remplacement des portes palières, Remplacement des portes des placards techniques par des portes coupe-feu 1/2h Extincteur de désenfumage, Remplacement des chaudières d'E.V., Eclairage de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> Reprise et ravalement des façades, Réfection des étanchéités de toitures, Reprise des collecteurs d'EP, Remplacement des portes d'entrées des bâtiments, Reprise des peintures sur sornature 	<ul style="list-style-type: none"> Isolation thermique de l'enveloppe du bâtiment, Remplacement des menuiseries en parties communes : remplacement des portes d'entrées d'immeuble, Remplacements de toutes les menuiseries en parties privatives, Contrôle d'accès des bâtiments

Au-delà de la remise en état du bâtiment, l'objectif est aussi de limiter les charges énergétiques des occupants de la copropriété. Les résultats de l'étude thermique menée dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle conduisent à une consommation théorique globale de 1 251 MWh d'énergie finale, soit 2 224 MWh d'énergie primaire par an, tous usages confondus (hors électricité pour l'éclairage des parties privatives et les usages spécifiques des parties privatives). Ces consommations comprennent : chauffage, eau chaude sanitaire et électricité des parties communes.

Ainsi, les travaux prioritaires prévoient des travaux de ventilation et les travaux d'amélioration prévoient des travaux d'isolation thermique de l'enveloppe du bâtiment (façades, toitures, sous-faces), le remplacement des menuiseries en parties privatives et communes.

L'objectif de ces travaux est de permettre une baisse de consommation énergétique d'environ 70%.

A noter que dans ce programme, le choix a été fait de prendre en compte le remplacement de toutes les menuiseries en parties privatives et en parties communes dans les travaux d'amélioration afin :

- D'avoir une homogénéité des menuiseries sur les bâtiments,
- D'optimiser les économies énergétiques en ayant le même matériel posé,
- D'harmoniser l'esthétique en façades,
- De mieux gérer la réalisation des travaux de pose de menuiserie dans le temps,
- D'optimiser le coût par un achat commun négocié.

- Réalisation des travaux de résidentialisation.

Les travaux des parties communes étant très importants, les travaux de résidentialisation constituent une option au programme, sous réserve d'un vote favorable de l'assemblée générale du syndicat des copropriétaires.

Les habitants de la copropriété Émile Zola ont vu une dégradation de leurs espaces extérieurs notamment suite à des trafics illicites. Aussi, l'OPAH prévoit des travaux de sécurisation et d'amélioration de ses espaces extérieurs afin de favoriser la réappropriation de ses espaces par les habitants.

L'opérateur accompagnera les instances de la copropriété en lien avec le maître d'œuvre dans la définition du projet de requalification.

L'opérateur accompagnera les propriétaires dans le montage et le suivi des dossiers de demandes de subventions.

Rappel des travaux envisagés :

Travaux de résidentialisation
<ul style="list-style-type: none"> Reprise de la voirie et éclairage, Récupération des EP et arrosage, Remplacement des boîtes aux lettres, Contrôle d'accès à la résidence, Déplacement des garages à l'entrée.

- Réalisation des travaux en parties privatives

L'opérateur recensera les besoins de travaux en parties privatives et incitera les propriétaires à la réalisation de travaux de rénovation.

L'opérateur accompagnera les propriétaires dans le montage et le suivi des dossiers de demandes de subventions.

Une mission d'accompagnement à l'auto-réhabilitation des parties privatives sera mise en place.

Article 6 – Objectifs quantitatifs de travaux de réhabilitation

L'OPAH copropriété Émile Zola vise à atteindre les objectifs suivants :

- Réhabilitation des parties communes de la copropriété Émile Zola, correspondant à 3 bâtiments en R+4, 90 logements et 45 garages.
- Sous réserve d'accord des copropriétaires à l'issue du redressement et au cours de la phase de réhabilitation des parties communes, des travaux de résidentialisation pourront être prévus dans le cadre de ce programme avec une intervention financière éventuelle de la part de l'Anah sous réserve d'un accord préalable sur le projet présenté.

Aucune partie privative ne sera financée dans le cadre de ce programme. Toutefois, les propriétaires souhaitant engager des travaux dans leur logement pourront, s'ils sont éligibles, solliciter des financements de droit commun de l'Anah.

Objectifs de réalisation de la convention

Objectifs fixés au regard de la répartition par statuts des propriétaires et par revenus ou niveau de loyer attendu selon le diagnostic de l'étude pré-opérationnelle :

Nombre de logements aidés	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	TOTAL
Parties communes traitées dans le cadre d'aides au syndicat de copropriétaires Dont :						
• Au titre de l'habitat très dégradé	0	0	90	0	0	90
Parties communes traitées dans le cadre d'aides individuelles						
• Dont PO bénéficiant de la prime Habiter Mieux (avec grande dégradation)	0	0	22	0	0	22
• Dont PO très modestes	0	0	15	0	0	15
• Dont PO modestes	0	0	5	0	0	5
• Dont PO au-dessus des plafonds de l'Anah	0	0	2	0	0	2
Répartition des niveaux de loyers						
• Dont loyer intermédiaire	0	0	68	0	0	68
• Dont loyer conventionné social	0	0	17	0	0	17
• Dont loyer conventionné très social	0	0	38	0	0	38
• Dont loyer non conventionnés	0	0	9	0	0	9
			4	0	0	4

Objectifs fixés au regard de la répartition par statuts des propriétaires et par revenus ou niveau de loyer attendu selon le diagnostic de l'étude pré-opérationnelle :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Montant des travaux et maîtrise d'œuvre en parties communes		2 369 000€				2 369 000€
		2 616 000€				2 616 000€
Travaux de résidentialisation				366 800€		366 800€
				432 700€		432 700€

Article 7 – Financements des partenaires de l'opération et engagements complémentaires

A l'issue de l'étude, les partenaires financiers ont validé le principe d'intervenir selon un mixage des aides, entre aides au syndicat et aides individuelles, afin d'optimiser les aides publiques en faveur des ménages les plus démunis.

7.1. Financements de l'Anah

7.1.1. Règles d'application

Pour les travaux prioritaires, les aides de l'Anah seront attribuées au syndicat des copropriétaires avec un taux de subvention porté par dérogation à 50%. Les travaux de réparation et d'amélioration seront subventionnés par l'Anah à hauteur de 35% répartis entre 25% pour le syndicat des copropriétaires et 10% individuellement aux propriétaires selon leur statut. Une deuxième dérogation interviendra sur le décalage du montant des travaux d'amélioration énergétique.

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah en vigueur à la date d'engagement des demandes.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

7.1.2 Montants provisionnels

Les montants provisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de 1 222 185€, selon l'échéancier suivant :

AE provisionnelles	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Aides aux travaux et maîtrise d'œuvre			920 950€			920 950€
dont aide au syndicat			716 127€			716 127€
dont aides individuelles			204 823€			204 823€
Aide aux travaux de résidentialisation				128 380€		128 380€
Dont aide au syndicat				128 380€		128 380€
Aides à l'ingénierie	42 667€	42 667€	29 167€	29 167€	29 167€	172 835€
dont suivi-animation	29 167€	29 167€	29 167€	29 167€	29 167€	145 835€
dont aide au redressement de la gestion (maxi)	13 500€	13 500€	- €	- €	- €	27 000€
Autres expertises	?	?	?	?	?	?
TOTAL	42 667€	42 667€	950 117€	157 547€	29 167€	1 222 165€

* Le coût de l'ingénierie est réparti uniformément sur les 5 ans de l'opération mais sera mis à jour lors d'un prochain avenant et après lancement du marché.

7.2. Financements de la prime « Habiter Mieux »

Les publics cibles de ces subventions sont les propriétaires bailleurs, les propriétaires occupants modestes et très modestes et les syndicats de copropriétés pour les parties communes.

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement pour cette opération sont pour la phase d'application du programme Habiter Mieux de 180 000€ maximum, selon l'échéancier suivant :

AE prévisionnelles	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Aides aux travaux en parties communes			180 000€			180 000€
dont aide au syndicat			180 000€			180 000€
TOTAL GENERAL			180 000€			180 000€

7.3. Financements de la CoVe

7.3.1. Règles d'application

La CoVe participe aux travaux et à la maîtrise d'œuvre des parties communes et à l'animation du programme mais n'intervient pas sur les travaux de résidentialisation ni sur les travaux des parties privatives.

Les aides de la CoVe sont attribuées individuellement selon le statut du propriétaire (voir détails annexe 3).

7.3.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la collectivité maître d'ouvrage pour l'opération sont de 228 880€, selon l'échéancier suivant :

AE prévisionnelles	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Aides aux travaux et maîtrise d'œuvre			126 795€			126 795€
dont aides individuelles			126 795€			126 795€
Aides à l'ingénierie	20 417€	20 417€	20 417€	20 417€	20 417€	102 085€
dont suivi-animation	20 417€	20 417€	20 417€	20 417€	20 417€	102 085€
TOTAL	20 417€	20 417€	147 212€	20 417€	20 417€	228 880€

2307

7.4. Financements du Département de Vaucluse

Le Département de Vaucluse s'engage à attribuer ses aides individuellement aux propriétaires occupants dont les ressources ne dépassent pas les plafonds de l'Anah correspondant aux ménages modestes et très modestes, conformément au Dispositif Départemental en Faveur de l'Habitat.

Le Département pourra apporter une aide à hauteur de 5% des montants de travaux, dans la limite des plafonds de travaux habituellement appliqués par l'Anah conformément au programme d'action de l'Anah en vigueur, et ce, pour chaque propriétaire occupant modeste et très modeste, couvrant les travaux en « parties communes » relatifs aux travaux prioritaires, de réparation et d'amélioration.

7.5. Financements de la ville de Carpentras

7.5.1. Règles d'application

La ville de Carpentras participe financièrement à l'ingénierie du programme à hauteur de 102 085€ pendant 5 ans.

7.5.2. Montants prévisionnels de la ville de Carpentras

Le montant des enveloppes prévisionnelles consacrées par la ville de Carpentras à l'ingénierie est prévu selon l'échéancier suivant :

AE prévisionnelles	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Aides à l'ingénierie	20 417€	20 417€	20 417€	20 417€	20 417€	102 085€
TOTAL	20 417€	20 417€	20 417€	20 417€	20 417€	102 085€

* Le coût de l'ingénierie est réparti uniformément sur les 5 ans de l'opération mais sera mis à jour lors d'un prochain avenant et après lancement du marché.

7.6. Engagements du syndicat des copropriétaires

Par décision lors de l'assemblée générale du 20 avril 2017 (résolution n°13), le syndicat des copropriétaires a accepté de s'engager dans cette démarche et a validé la mise en place des actions décrites plus haut et a donné pouvoir au syndic de signer la convention d'OPAH copropriété Émile Zola.

Ainsi, le syndicat de copropriétaires s'engage au cours de la phase de redressement (lors des 2 premières années du programme) à :

- Participer aux actions des volets : « juridique et foncier », « animation et appui aux instances de gestion et aux copropriétaires » et « social ».
- Participer aux comités techniques et aux comités de pilotages.
- Se déterminer, lors d'une assemblée générale à l'issue de la phase de redressement, pour une mise en œuvre de la phase de travaux :

➤ En cas de décision favorable de l'assemblée générale : le programme se déroulera comme prévu initialement ou en cas de modification du programme, la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. La nature et l'objet général de la

2407

présente convention ne pourront pas être modifiés.

- En cas de décision défavorable : l'opération prendra fin et la convention sera résiliée selon les conditions évoquées à l'article 11. Les montants engagés par les différents partenaires pour les travaux seront caduques et la copropriété ne pourra plus bénéficier de subventions dans le cadre de cette opération. Les subventions engagées au cours de la phase de redressement devront être soldées.

- Se déterminer, lors d'une assemblée générale, sur les travaux de résidentialisation avant la fin de la quatrième année du programme.

Article 8 – Pilotage de l'opération, animation et évaluation

8.1. Pilotage de l'opération

8.1.1.1. Mission du maître d'ouvrage

La CoVe est maître d'ouvrage de l'OPAH copropriété Émile Zola. Elle sera chargée de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Elle s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par le prestataire du suivi-animation.

8.1.2. Instances de pilotage

8.1.2.1. Le comité de pilotage :

Le comité de pilotage est constitué d'un représentant de :

- La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),
- Le syndicat de la copropriété Émile Zola,
- La commune de Carpentras,
- L'Agence Nationale de l'Habitat (Anah),
- La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL),
- La Direction Départementale du Territoire (DDT),
- Le Département de Vaucluse,
- La caisse des dépôts et consignations,
- Action Logement,
- La Caisse d'Allocation Familiale (CAF),
- La Mutuelle Sociale Agricole (MSA).

L'OPAH copropriété Émile Zola, s'inscrit dans le cadre des actions du programme Action Cœur de Ville. Ce programme porté par la ville de Carpentras et la CoVe comprend des actions d'amélioration de l'habitat, de dynamisation des commerces, de mise en valeur des espaces publics et du patrimoine, d'amélioration de l'accessibilité, de la mobilité et des connexions sur un périmètre déterminé. Aussi, afin d'avoir une cohérence stratégique, le comité de pilotage de l'OPAH copropriété Émile Zola est constitué par des acteurs de l'habitat composant le comité de projet du programme Action Cœur de Ville.

Le groupe pourra être élargi, si besoin, à d'autres acteurs après repérage de ces derniers par l'équipe d'animation, le comité technique ou par le comité de pilotage.

Le comité de pilotage est chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés.

Il se réunit au minimum une fois par an.

Cette instance partenariale est coordonnée par la CoVe (organisation, convocations, co-animation, diffusion des comptes-rendus). L'opérateur de suivi animation est chargé de rédiger les comptes-rendus. Le référent de la CoVe valide et transmet les comptes-rendus aux membres du comité.

2507

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

8.1.2.2. Comité technique

Le comité technique est constitué d'un représentant technique de :

- La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),
- La commune de Carpentras,
- Le syndicat de copropriétaires,
- L'Agence Nationale de l'Habitat (Anah),
- La Direction Départementale du Territoire (DDT),
- Le Département de Vaucluse,
- L'Agence Régionale de la Santé (ARS),
- L'Agence D'Information au Logement (ADIL),
- La chambre des métiers,
- La Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB),
- Le Conseil d'Architecture, Urbanisme et Environnement (CAUE).

Afin d'avoir une cohérence opérationnelle, le comité technique de l'OPAH copropriété Émile Zola est constitué par des acteurs de l'habitat composant le comité technique Action Cœur de Ville.

Ce groupe pourra être élargi, si besoin, à d'autres acteurs après repérage de ces derniers par le comité technique, l'équipe d'animation ou par le comité de pilotage.

Le comité technique est en charge de la conduite opérationnelle.

Il définit également les éléments devant être validés par le comité de pilotage afin de déterminer le programme et permettre sa mise en place opérationnelle.

Cette instance est coordonnée par la CoVe (organisation, convocations, co-animation, diffusion des comptes-rendus). L'opérateur est chargé de rédiger les comptes-rendus. Le référent de la CoVe valide et transmet les comptes-rendus aux membres du comité.

8.2. Suivi-animation de l'opération

8.2.1. Équipe de suivi-animation

Une équipe pluridisciplinaire de suivi-animation accompagne les propriétaires dans la réalisation de leur projet de réhabilitation des parties communes. Cette mission est confiée à un opérateur sur la base d'un marché unique de 5 ans.

L'équipe doit avoir des compétences :

- techniques (dont thermique (réalisation de DPE et d'évaluation énergétique de l'Anah), réalisation de CREP, diagnostic autonome/handicap, évaluation des montants de travaux et montage de dossiers de financement),
- juridiques (dans le domaine de l'habitat et notamment des dispositifs coercitifs de lutte contre l'habitat indigne et du droit des locaux),
- sociales (relogements, accompagnement des locaux, personnes âgées, handicapées...),
- architecturales et en urbanisme,
- fiscales et financières (notamment montage des dossiers de subventions des différents financeurs...).

8.2.2. Contenu des missions de suivi-animation

Le prestataire sera chargé, en lien avec les différents volets d'actions de l'opération, des missions de suivi animation suivantes :

- Information et mobilisation des copropriétaires et des autres acteurs de la copropriété : communication, sensibilisation des copropriétaires et des milieux professionnels, accueil du public pour conseiller et informer sur les enjeux et le déroulement de l'opération,

2607

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

- Animation et mobilisation des conseils syndicaux et des syndicats : redressement de la copropriété et projet de travaux,
- Appui au traitement des impayés et à la maîtrise des charges,
- Accompagnement social des ménages : repérage et accompagnement des ménages en difficulté, mise en place de plans d'apurement, appui et relais auprès des organismes compétents pour l'hébergement et le logement, la solvabilisation des ménages,
- Aide à la décision : assistance administrative et financière (subventions et prêts, collectifs et individuels), montage des dossiers de demande de subvention,
- Constitution et analyse des indicateurs de résultats pour informer le maître d'ouvrage et les comités de suivi sur l'état d'avancement de l'opération.

• Volet gouvernance

- Renforcement des organes de gestion tout au long de l'OPAH,
- Préparation de leur autonomie pour la fin de l'opération : sensibilisation à la participation aux instances, information, mise à disposition d'outils, mise en relation avec les services de droit commun, formations généralistes sur la copropriété (rôle instances, gestion, fonctionnement...), identification des besoins en formation plus techniques et relais auprès des organismes formateurs et partenariat avec l'Adil.

• Volet gestion

- Assistance aux instances de la copropriété pour l'amélioration des modes de gestion,
- Prévention et soutien au traitement des impayés,
- Assistance au syndic et conseil syndical pour la maîtrise des charges et la recherche d'économies (renégociation contrats...).

• Volet social

- Suivi de l'occupation des logements (tableau de bord actualisé),
- Solvabilisation des copropriétaires, recherche des aides sociales et aides à la personne,
- Accompagnement des occupants les plus en difficulté, en liaison avec les acteurs sociaux et partenaires qualifiés,
- Accompagnement renforcé des ménages en cas de logements indignes
- Relogements des familles les plus en difficulté en lien avec les bailleurs sociaux et les services sociaux si nécessaire,
- Accompagnement des nouveaux arrivants.

• Volet analyse de la propriété immobilière

- Repérage des multipropriétaires bailleurs dont la gestion des logements nécessiterait une intervention et proposition d'actions,
- Suivi du marché immobilier (sur la base des DIA fournies par la ville de Carpentras),
- Diagnostic de la répartition PO/PB et suivi de l'évolution.

• Volet « vivre ensemble »

- Accompagnement des instances de la copropriété dans l'élaboration d'outils de communication sur le thème du « vivre ensemble » et dans la diversification des initiatives visant à sensibiliser les occupants (actions de médiation, accueil nouveaux arrivants, respect des parties communes, partage d'usage des espaces verts...).

• Volet urbain et environnement

- Assistance au syndic et conseil syndical pour la mise en oeuvre des éventuels projets d'amélioration des espaces extérieurs.

• Volet communication

- Réalisation de documents de communication sur l'opération (courriers, affiches d'information...) à destination des copropriétaires ou des habitants,

- Réalisation d'articles à destination du bulletin de la commune ou du bulletin intercommunal.

• Volet travaux

- Accompagnement des copropriétaires dans le choix d'un maître d'œuvre (cahier des charges, analyse des réponses),
- Accompagnement des copropriétaires dans la finalisation d'un projet de travaux et vers le vote définitif des travaux, en lien avec le maître d'œuvre,
- Formation permanente des résidents, propriétaires bailleurs et instances de la copropriété (permanences, participation aux réunions des instances de la copropriété) sur les travaux et les financements,
- Assistance technique et administrative pour l'obtention des différentes aides et prêts, jusqu'au paiement du solde et remboursement des éventuels prêts (montage de dossiers),
- Accompagnement des propriétaires à la dématérialisation des dossiers de demande de subvention,
- Assistance au suivi des travaux, des plannings, de la consommation des crédits, (présence aux réunions de chantier...),
- Information de la copropriété sur l'état d'avancement des travaux.

8.3. Évaluation et suivi des actions engagées

8.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis à l'article 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet tels que :

- Indicateurs trimestriels pour les impayés et annuels pour les charges,
- Tableaux de bord trimestriels relatifs au repérage et à l'accompagnement des ménages fragiles ou en difficultés,
- Tableaux de bord trimestriels relatifs à la mise en place des missions d'accompagnement de maîtrise d'œuvre et des travaux,
- Tableau de bord des montages de dossiers de financement,
- Tableau de bord de la consommation des enveloppes (engagements et paiements),
- Indicateurs annuels du nombre de réunions des organes de décision de la copropriété et de la fréquentation des copropriétaires (en distinguant le PO et les PB),
- Indicateurs annuels du nombre et de la nature des actions suivies par les copropriétaires pour améliorer leur formation et organisation.

Ces indicateurs seront confrontés aux prévisions et figureront dans les rapports d'avancement, les bilans annuels et le rapport final. Ils seront présentés lors des comités techniques et de pilotage de l'OPAH et complétés par des éléments d'analyse tels que :

- l'appréciation des résultats et les éventuelles adaptations des dispositifs,
- les points de blocage et les moyens de les lever,
- l'évolution de l'occupation, la solvabilité des ménages,
- le bilan de la communication auprès des habitants.

8.3.2. Bilans et évaluation finale

Un bilan au moins annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage de l'OPAH copropriété en comité de pilotage. Ils seront présentés aux différents partenaires de l'opération.

❖ Bilan annuel

Le bilan annuel établi sous la responsabilité du maître d'ouvrage de l'OPAH copropriété sera plus complet que le rapport d'avancement dans la mesure où il ouvrira des perspectives pour la bonne continuité du programme.
Il sera validé à l'occasion du comité de pilotage annuel.

Ce rapport devra faire état des éléments suivants : état d'avancement du dossier, plan et financement (prévisionnel), points de blocage.
Les différents aspects du redressement et de la gestion de la copropriété seront mis en valeur.

En fonction des difficultés rencontrées sur les plans techniques, administratifs, juridiques, sociaux et financiers, des mesures seront proposées pour corriger la tendance et atteindre les objectifs fixés par la convention.
Elles feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la convention.

❖ Bilan final

Sous la responsabilité de la CoVe, l'opérateur de l'animation devra réaliser un bilan final du programme sous forme de rapport et le présenter au comité de pilotage en fin de mission.

Ce rapport devra notamment :

- rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs, exposer les moyens mis en oeuvre pour les atteindre, présenter les résultats obtenus au regard des objectifs,
- analyser les difficultés rencontrées (techniques, financières, juridiques, administratives, sociales) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat, coordination du projet et des acteurs, problèmes techniques, déroulement des chantiers, relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'oeuvre et les entreprises, maîtrise des coûts, dispositifs spécifiques ou innovants,
- recenser les solutions mises en oeuvre,
- si l'opération le permet, fournir un récapitulatif ou des fiches des opérations financées avec la nature et le montant prévisionnel des travaux effectués et le détail des subventions et aides perçues,
- synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.

Ce document pourra comporter des propositions d'action à mettre en oeuvre pour prolonger la dynamique du programme ainsi que des solutions nouvelles à initier.

Article 9 – Communication

La CoVe, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en oeuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de sa charte graphique. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanes, site internet ou communication presse portant sur l'Opah.

Le logo de l'Anah en quadrichromie, la mention de son numéro indigo (0 820 15 15 15) et de son site internet anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophane dans le cadre du bureau d'accueil de l'opération notamment.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'Anah.

2037

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type, la mention du numéro indigo et du site internet de l'Agence dans le respect de la charte graphique ;

Dans le cadre des OPAH, pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux ...) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah, de la CoVe et du département de Vaucluse ».

Le logo du ministère en charge du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération de même que celui d'Action Logement.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre) et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

D'une manière générale, les documents de communication devront avoir été réalisés avec la DDT, qui fournira toutes les indications nécessaires à la rédaction des textes dans le cadre de la politique menée localement : priorités, thématique, enjeux locaux, etc. et validera les informations portées sur l'Anah.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient à la CoVe et à l'opérateur de prendre attache auprès de la direction de la communication de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme. En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à l'OPAH, ils s'engagent à les faire connaître à la direction de la communication de l'Anah et les mettre à sa disposition, libres de droits.

Enfin, la CoVe et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer la direction de la communication de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence.

La CoVe et la commune de Carpentras s'engagent à être partenaires et à coordonner leurs communications concernant l'OPAH copropriété Émile Zola qui constitue une opération de l'Action Cœur de ville.

Article 10 - Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 5 années (60 mois) à compter de sa date de signature du Préfet délégué de l'Anah dans le Vaucluse. Elle portera ses effets pour les demandes auprès des services instructeurs des aides de l'Anah à compter de la date de signature du Préfet délégué de l'Anah dans le Vaucluse.

Article 11 – Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, et/ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être réalisés, par voie d'avenant.

2037

Acquitté en PREFECTURE le: 13/12/2018

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 12 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Fait à, le

**Le Président de la communauté
d'agglomération Ventoux Comtat
Venaissin,**

Le Maire de Carpentras,

**Le Préfet de Département,
délégué de l'Agence dans
le département de Vaucluse,**

**Le Président
du Conseil départemental**

**Le représentant du Syndicat
des copropriétaires de
la copropriété Émile Zola**

Annexes

Annexe 1. Synthèse des travaux des parties communes identifiées et du coût estimatif

Annexe 2. Plans de financements prévisionnels

Annexe 3. Taux de participation des partenaires aux travaux et plafonds d'intervention :

Annexe 4. Calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'opération

Annexe 5. Pour information : synthèse des travaux des parties privées

Annexe 1. Synthèse des travaux des parties communes identifiées et du coût estimatif

Travaux prioritaires	Travaux de réparation	Travaux d'amélioration	
<ul style="list-style-type: none">• Reprise des bétons,• Ventilation des gaines techniques,• Remplacement des portes palières,• Remplacement des portes des placards techniques par des portes coupe-feu 1/2h• Extincteur de désentunage,• Remplacement des chutes d'IV,• Eclairage de sécurité	<ul style="list-style-type: none">• Reprise et ravalement des façades,• Refection des étanchéités de toitures,• Reprise des collecteurs d'EP,• Remplacement des portes d'entrées des bâtiments,• Reprise des peintures sur serrurerie	<ul style="list-style-type: none">• Isolation thermique de l'enveloppe du bâtiment,• Remplacement des menuiseries en parties communes :• Remplacement des remplacement des portes d'entrées d'immeuble,• Remplacement de toutes les menuiseries en parties privatives,• Contrôle d'accès des bâtiments.	
Coûts estimés (honoraires compris)			
612 000€ HT	480 000€ HT	1 277 000€ HT	2 369 000€ HT
689 000€ TTC	535 000€ TTC	1 392 000€ TTC	2 616 000€ TTC

Travaux de résidentialisation
<ul style="list-style-type: none">• Reprise de la voirie et éclairage,• Récupération des EP et arrosage,• Remplacement des boîtes aux lettres,• Contrôle d'accès à la résidence,• Déplacement des garages à l'entrée.
Coûts estimés (honoraires compris)
366 800€ HT
432 700€ TTC

3307

Annexe 2. Plans de financements prévisionnels

Plan de financement prévisionnel pour les travaux (hors résidentialisation) :

Ressources	Montant (en €)	Taux (%)
Anah	920 950€	35,20%
(Anah) Prime Habiter Mieux	180 000€	6,88%
CoVe	126 795 €	4,85%
Département de Vaucluse	24 384€	1,12%
Total subvention	1 252 129€	47,86%
Autofinancement maître d'ouvrage des travaux	1 363 871€	52,14%
TOTAL	2 616 000€	100%

Plan de financement prévisionnel détaillé des subventions (hors résidentialisation) :

Type d'aide	Anah	Habiter Mieux	Département	CoVe	Ville de Carpentras	Total
Ingénierie	172 835€			102 085€	102 085€	377 005€
dont suivi animation	145 835€			102 085€	102 085€	350 005€
dont redressement	27 000€					27 000€
Travaux (hors résidentialisation) et honoraires sur du H.T	920 950€	180 000€	24 384€	126 795€		1 252 129€
dont aide au Syndicat	716 127€	180 000€				896 127€
dont aides individuelles	204 823€		24 384€	126 795€		356 002€
Prime intermédiation locale						
Total	1 093 785€	180 000€	24 384€	228 880€	102 085€	1 629 134€

3407

Annexe 3. Taux de participation des partenaires aux travaux et plafonds d'intervention pour les parties communes :

Taux de participation des partenaires aux travaux des parties communes :

	ANAH	CoVe	CD 84	Prime Habiter Mieux
Syndicat	Tr 1 = 50%			2000€/logt
	Tr 2 & 3 = 25%			
Propriétaire Occupant	Tr 2 & 3 = 25%	10% (*)	5% (*)	
	Tr 2 & 3 = 20%	10% (*)	5% (*)	
	Autre	20% (*)		
Propriétaire bailleur	Conv. Tr 2 & 3 = 10%	10% (*)		
	Conv. Social	5% (*)		
	Conv. Intermédiaire			
	Autre			

Tr 1: Travaux prioritaires

Tr2 : Travaux de réparation

Tr 3 : Travaux d'amélioration

Plafonds d'interventions :

Plafond Anah : Le plafond global de travaux est de 150 000 CH.T /bâtiment + 15 000€ H.T. par lot soit 450 000€+ 1 350 000€ = 1 800 000€ H.T. avec un déplafonnement pour les travaux d'amélioration (Tr3).

(*) : Taux dans la limite du plafond de 50 000€/logt pour la globalité des travaux (Tr1, 2 et 3). Ce plafond a été choisi car il correspond au plafond réglementaire de l'Anah des travaux lourds en parties privatives.

N.B :

- Pour l'aide au syndicat, les taux de subvention s'appliquent au montant total H.T. des travaux subventionnables ;
- Pour les aides individuelles, aux propriétaires bailleurs et occupants, les taux de subvention s'appliquent au montant H.T. des travaux subventionnables des copropriétaires éligibles.

3507

Annexe 4. Calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'opération

Année	1				2				3				4				5			
	Trimestre				1				2				3				4			
Juridique et financier	Action 1: Mise en conformité du fonciement de la copropriété à vos documents réglementaires																			
	11 Désignation des syndics																			
	12 Répartition des charges																			
	13 Mise à jour du règlement de copropriété																			
	Action 2: Informations préventives																			
Animation et appui aux initiatives	21 Actions de prévention des nouveaux acquéreurs																			
	31 Réception des employés																			
	32 Savoir de gestion																			
	33 Provisionnement d'une avance de trésorerie et d'un fonds "Travaux"																			
	Action 4: Appui aux initiatives locales																			
Social	41 Renforcement de la dynamique du syndicat																			
	42 Accompagnement dans la mise en œuvre de l'OPAH																			
	Action 5: Accompagnement des ménages en plus d'urgence																			
	51 Accès aux aides de droit commun																			
	52 Solvabilisation des ménages																			
Social	Action 6: Lutter contre les bailleurs pour les expulsés																			
	61 Réception de l'habitat intergénérationnel																			
	Action 7: Information du public																			
	71 Conseil et information des résidents et des bailleurs																			
	Action 8: Vie locale																			
Technique	81 Réappropriation des espaces communs																			
	82 Sécurité																			
	Action 9: Actions prioritaires à l'engagement des habitants pour les communes																			
	91 Levée des éventuels points																			
	92 Mise en place de la maîtrise d'ouvrage																			
Technique	Action 10: Travaux																			
	101 Réalisation des travaux en parties communes																			
	102 Recensement et réalisation des travaux en parties privatives																			
Technique	103 Réalisation des travaux de réhabilitation																			

3607

Annexe 5. Pour information : synthèse des travaux des parties privatives

✓ fonction remplie ✓ fonction remplie ✗ fonction non remplie

APPRECIATION		OBSERVATIONS
GENERALITES		
Etat général	✓	Second œuvre vieillissant.
Taille et volume	✓	Absence de pièces de vies aveugles et/ou inférieure à 9m²
Eclairage	✓	Hauteur sous plafond : 2.50 m
Equipement	✓	Surfaces vitrées > à 1/6 surface habitable.
Traitement spécifique	✓	Évier de cuisine, salle de bains et WC.
	✓	Fort probabilité de présence de plomb et d'amiante dans les matériaux inertes.
ELEMENTS STRUCTURAUX		
Isolation	✗	Performances thermiques et acoustiques très faibles.
Plomberie	✓	Réseaux datant de l'origine de la construction. Fragilité particulière des chutes EU. Equipements sanitaires simples.
Chauffage	✓	Chauffage individuel, majoritairement électrique et gaz. Equipements privatifs anciens à contrôler.
Ventilation	✗	Ventilation naturelle par balayage et conduits avec sorties en loggia. Mauvaise hygiène (moisissures).
Electricité	✗	Datant de l'origine de la construction. Mise aux normes à effectuer dans la majorité des logements.
Type de travaux		Coût moyen estimatif par logement
Réfection complète de l'électricité		6 000,00€ H.T
VMC individuelle *		1 300,00€ H.T
Réfection complète Salle de Bains & W.C.		3 500,00€ H.T
Remplacement chaudière murale E.C.S.		3 000,00€ H.T
E.C.S. Chauffe-eau électrique 200L		600,00€ H.T
Remplacement menuiseries		4 050,00€ H.T
(Chauffage individuel) P.A.C.		5 000,00€ H.T
(Chauffage individuel) Remplacement Poêle Gaz		2 000,00€ H.T
(Chauffage individuel) Convecteurs électriques N.F.		1 400,00€ H.T